

# LE DEVOIR

## « SOLIDARITÉ, COHÉRENCE, DISCIPLINE »

PERSPECTIVES

### P.-S.: jeter après usage

**A**u printemps 2003, les anciens conseillers de Robert Bourassa, que Jean Charest avait appelés à la rescousse, lui déconseillaient fortement de recruter une *loose cannon* comme Yves Séguin dans son équipe de candidats. Ils ne le connaissaient que trop bien.

Le chef du PLQ avait cependant passé outre. Il en avait assez de se faire demander qui serait son ministre des Finances. La présence de M. Séguin lui enlèverait au moins cette épine du pied.

Il avait cependant pris la précaution de lui trouver un remplaçant, au cas où, dans la personne du président de la Chambre de commerce du Québec, Michel Audet. Le jour où les inconvénients l'emporteraient sur les avantages, il serait toujours temps de faire à M. Séguin une offre qu'il ne pourrait pas accepter.

A l'époque, M. Audet avait été fort mécontent d'apprendre qu'il était destiné à jouer les seconds violons, mais on a dû lui expliquer que c'était une situation temporaire. Un post-scriptum dans le dossier de M. Séguin précisait: «jeter après usage». Il lui suffisait de patienter.

Comme cela était prévisible, le ministre des Finances a eu tôt fait de se mettre ses collègues à dos. Hier, Claude Béchard paraissait ravi de lui donner le coup de pied de l'âne. Ses remarques manquaient singulièrement d'élégance mais traduisaient l'opinion générale au gouvernement. Les trois mots clés utilisés par le premier ministre hier — solidarité, cohérence, discipline — visaient directement M. Séguin.

On peut difficilement reprocher à M. Charest d'avoir voulu alléger un peu l'atmosphère au sein de son cabinet. Il y avait déjà suffisamment d'incompétents sans ajouter un fauteur de troubles. Ses alliances tactiques avec l'opposition péquiste, notamment lors du débat sur le changement d'orientation de la Caisse de dépôt, se situaient à la limite de la déloyauté.

Cela faisait presque un an que les adjoints du premier ministre le pressaient d'écarter M. Séguin. Sacrifier son ministre le plus populaire alors que le gouvernement est au plus bas dans l'opinion publique n'en demeure

VOIR PAGE A 11: USAGE

### « On ne travaille pas pour un parti, on travaille pour l'intérêt public »

*Yves Séguin n'exclut pas la possibilité de quitter le caucus libéral*

ROBERT DUTRISAC

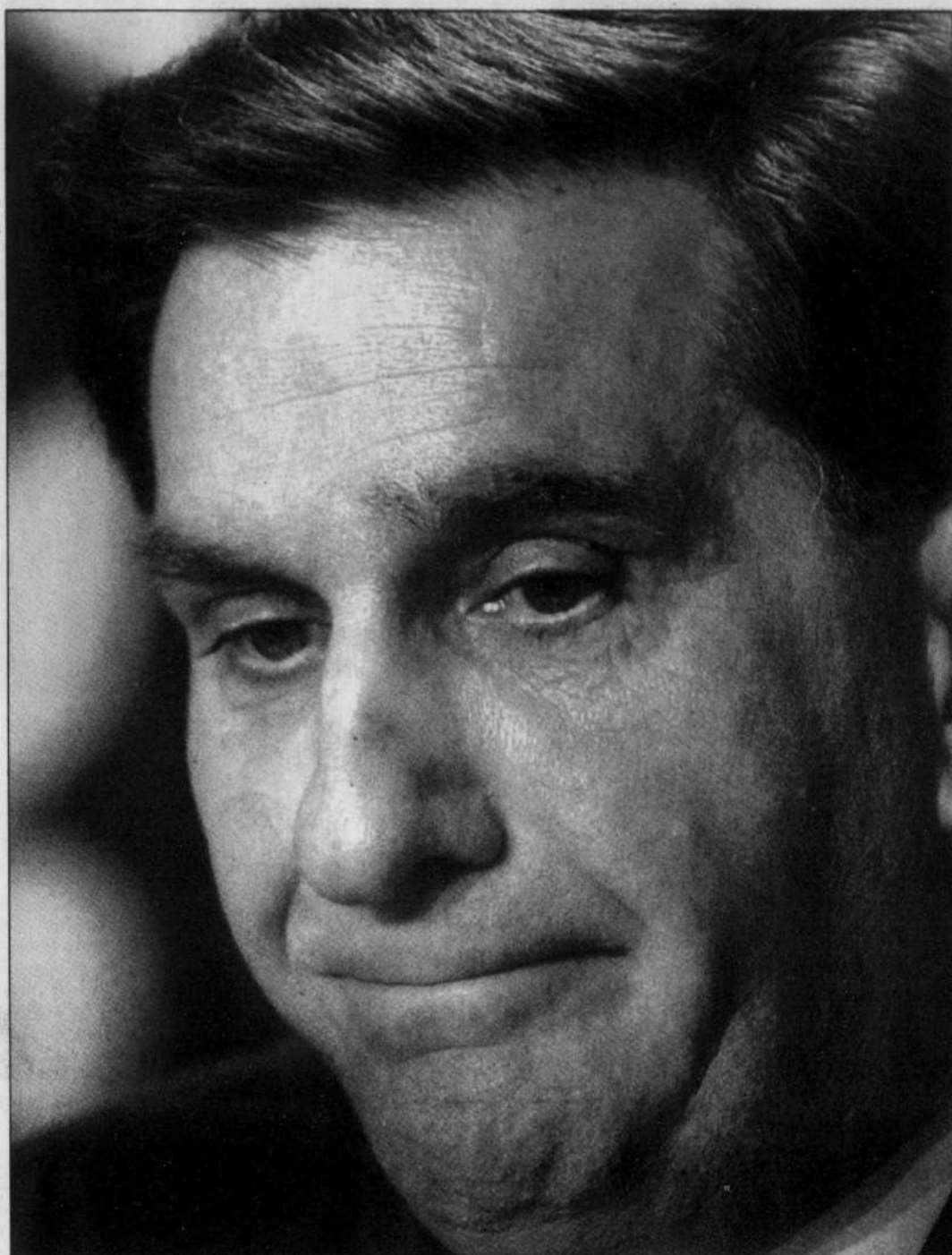
Québec — Celui qui se considère comme la conscience sociale du gouvernement Charest, Yves Séguin, est redevenu, hier, simple député d'Outremont, toujours membre du caucus libéral.

Ni amer ni hargneux, serene plutôt, Yves Séguin, qui a refusé le portefeuille de la Justice après que le premier ministre Jean Charest lui eut retiré le titre de ministre des Finances, a rencontré la presse hier après-midi. Dans un court communiqué, tapé sur une feuille sans en-tête, qu'il a remis aux journalistes, le ministre déchu écrit: «J'ai compris qu'il y avait entre nous [lui et le premier ministre] un écart important.» Depuis sa nomination comme ministre des Finances le 29 avril 2003, Yves Séguin «a été un peu cette conscience sociale puisqu'il n'a jamais trop hésité à parler», a-t-il livré. Chose certaine, il était l'un des ministres les plus

VOIR PAGE A 10: SÉGIN

#### INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 10	Monde.....	A 9
Avis publics.....	C 8	Mots croisés	C 12
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 12
Carrières.....	C 6	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 11	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Science.....	B 6
Éditorial.....	B 4	Sports.....	C 12



Michel David

### ■ Séguin, Chagnon et Hamad quittent le cabinet

### ■ Audet passe aux Finances et Fournier à l'Éducation

TOMMY CHOUINARD

Québec — Aux grands maux les grands moyens. Après une première moitié de mandat marquée par des crises successives, le premier ministre Jean Charest tente de remettre l'équipe libérale sur les rails en procédant à un remaniement ministériel d'une ampleur rarement vue et en modifiant la structure décisionnelle de son gouvernement avec la création d'un comité des priorités.

«Les changements que j'annonce ont pour but de renforcer la cohérence de l'action gouvernementale», a expliqué Jean Charest dans un discours qu'il a prononcé au Salon rouge de l'Assemblée nationale, hier. Le premier ministre souhaite rétablir la «discipline» et la «solidarité» au sein de son gouvernement, affligé depuis des mois par des ratages majeurs.

Jean Charest donne un sérieux coup de barre pour y parvenir. Sam Hamad et Jacques Chagnon sont expulsés du conseil des ministres et redevenant simples députés. Pierre Reid et Françoise Gauthier sont quant à eux rétrogradés. D'autres ministres, plus chanceux, prennent du galon, comme Nathalie Normandeau, Claude Béchard et Jean-Marc Fournier. En fait, seuls huit ministres conservent leur poste après ce vaste remue-ménage. Yves Séguin a quant à lui claqué la porte, refusant de

Jean Charest modifie la structure décisionnelle de son gouvernement en créant un comité des priorités

LE DEVOIR

«Certains m'ont peut-être fait le reproche d'avoir une orientation trop sociale», a dit M. Séguin. Mais quand on fait le budget du Québec, les orientations ne sont ni trop économiques ni trop sociales, a-t-il dit: il y a le fait que 80 % de la population gagne 30 000 \$ ou moins. «C'est à eux qu'il faut penser.»

VOIR PAGE A 12: DISCIPLINE

■ Autres informations en pages A 2, A 3, A 4 et A 10 ■ L'éditorial de Bernard Descôteaux, page B 4

## « Si t'achètes chez Pitt, tout le monde pense que t'es pauvre »



Ils vivent dans leur monde, fait d'amis, d'école, de musique, de sport, de jeux vidéo, d'Internet et... de plusieurs marques. *Le Devoir* a tenté une incursion dans cet univers et présente aujourd'hui ainsi que lundi un dossier sur les adolescents et la société de consommation. Plusieurs noms d'adolescents ont été changés pour préserver leur anonymat.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Ekco, Phat Farm, Volcom, Akademiks, Enyce, Parasuco, Sixty, J-Lo, alléluia! Les marques américaines sont de plus en plus nombreuses à trouver leur chemin jusque dans les garde-robes des adolescents québécois, riches comme pauvres. Le paradoxe de l'ado qui veut sortir de la masse tout en ressemblant à ses amis et à ses vedettes préférées offre un terrain fertile à cette puissante machine de marketing.

Avec l'arrivée des baby-boomers est née la consommation de masse, mais ce sont leurs ados, depuis la dernière décennie — l'«écho du boom» —, qui ont donné un nouvel essor à cette consommation. Les marques des ados, propulsées par le star-système américain, se multiplient à un rythme effréné ces dernières années.

Le marché des adolescents est imposant: aux États-Unis, les 13-19 ans ont dépensé l'an dernier environ

VOIR PAGE A 6: ADOS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Parfois, les parents vont retarder le paiement du loyer, du téléphone ou d'Hydro pour acheter des choses aux enfants. Il y en a qui nous disent: "Mon enfant veut telle marque de jeans [qui peut coûter jusqu'à 250 \$]; j'ai fini par la lui acheter pour qu'il se sente bien avec ses amis. Je me suis privé pour telle affaire», explique la conseillère budgétaire Catherine Harel.

## CANTONS DE L'EST

Courez la chance de gagner un séjour de rêve en découvrant nos nombreux forfaits sur [cantonsdelest.com](http://cantonsdelest.com)

1 800 355-5755

CANTONS DE L'EST



## • POLITIQUE •

## Le cabinet le plus féminin de l'histoire du Québec

Les ministères clés appartiennent cependant presque tous à des hommes

JOCELYNE RICHER

Québec — Il est difficile de dire si les femmes sortent gagnantes ou perdantes du remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre Jean Charest.

A première vue, le gouvernement du Québec n'aura jamais été aussi féminin. Plus du tiers (10 femmes sur 26 membres) du conseil des ministres porte la jupe.

Le conseil des ministres compte donc deux femmes de plus que

le précédent, qui, avec huit femmes, faisait déjà figure de pionnier.

De plus, contrairement au gouvernement formé en avril 2003, le premier ministre a nommé une ministre en titre à la Condition féminine, Carole Théberge.

Auparavant, cette responsabilité relevait de la ministre Michelle Courchesne, mais il ne s'agissait pas d'une fonction officielle, une situation maintes fois dénoncée par les groupes de femmes.

Quand on y regarde de plus

près, cependant, on constate que, sauf exception, les poids lourds du gouvernement sont des hommes et que les ministères clés leur ont été réservés.

La présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, est peut-être l'exception, mais le premier ministre lui a retiré la responsabilité de la région de Montréal.

Les portefeuilles les plus prestigieux du gouvernement (Finances, Santé, Éducation, Développement économique et Ressources naturelles) seront tous

définis par des hommes.

Curieusement, le premier ministre décide de rehausser le rôle de vice-premier ministre, traditionnellement honorifique, au moment où il passe des mains d'une femme, Monique Gagnon-Tremblay, à celles d'un homme, Jacques Dupuis.

Le cabinet du premier ministre soutient que dorénavant cette fonction sera celle d'un véritable bras droit, habilité à prendre des décisions et à servir de tampon entre les ministres et le premier

ministre.

Lorsqu'elle occupait la fonction de vice-première ministre, Monique Gagnon-Tremblay n'avait pas ce pouvoir.

Par ailleurs, le nouveau comité des priorités, le lieu où se précisent les orientations gouvernementales, sera composé de 10 membres, dont seulement deux femmes, Monique Jérôme-Forget et Nathalie Normandeau.

En fait, des six comités ministériels qui regroupent les dossiers à traiter par grands secteurs, deux

sont présidés par une femme, Nathalie Normandeau, responsable du Comité à la décentralisation et aux régions, et Monique Jérôme-Forget, au Conseil du trésor.

Comme c'est le cas depuis toujours, les ministères à vocation sociale ou culturelle échoient aux femmes: Famille, Aînés et Condition féminine (Carole Théberge), Protection de la jeunesse (Margaret Delisle), Culture et communications (Line Beauchamp).

Presse canadienne



ARCHIVES LE DEVOIR

Sam Hamad

## Le départ de Hamad réjouit les écologistes

KARINE FORTIN

Les groupes de pression qui s'intéressent à la question de l'énergie ne pleureront pas le départ de Sam Hamad, remplacé à la tête du ministère des Ressources naturelles par l'ancien ministre délégué à la Faune et aux Parcs, Pierre Corbeil.

M. Hamad avait en effet réussi à se mettre à dos tant les écologistes que les associations de consommateurs qui dénonçaient sa mollesse et sa gestion erratique dans le dossier de la centrale du Suroît de même que dans celui de la hausse des tarifs d'électricité.

«*Ca ne pourra pas être pire, a confié le coordonnateur de Greenpeace au Québec, Steven Guilbeault. Sa nomination était une erreur et on aurait dû la corriger rapidement. Peut-être qu'il aurait bien fait dans un autre ministère, mais de toute évidence il était dépassé par les événements.*»

C'est aussi l'avis du Regroupement national des comités régionaux d'environnement (RN-CREQ), qui espère que le remaniement d'hier donnera un nouveau souffle au débat en cours sur la sécurité énergétique du Québec.

«*Tout le monde s'entendait pour dire qu'on avait besoin d'un nouveau leadership, mais il faut plus qu'un changement de ministre, il faut un changement de stratégie*», a affirmé le directeur général de l'organisme, Philippe Bourke.

Les deux groupes écologistes se disent prêts à donner la chance à M. Corbeil, un dentiste originaire de l'Abitibi, qui a remplacé Sam Hamad pendant quelques mois lors de sa convalescence, le printemps dernier.

«*Son bref passage au ministère nous a montré qu'il était capable de garder le fort. Il n'a pas fait d'erreurs, tout s'est bien déroulé*», a souligné Steven Guilbeault, qui s'attend à ce que les travaux de la Commission de l'économie et du travail sur l'énergie suivent leur cours comme prévu.

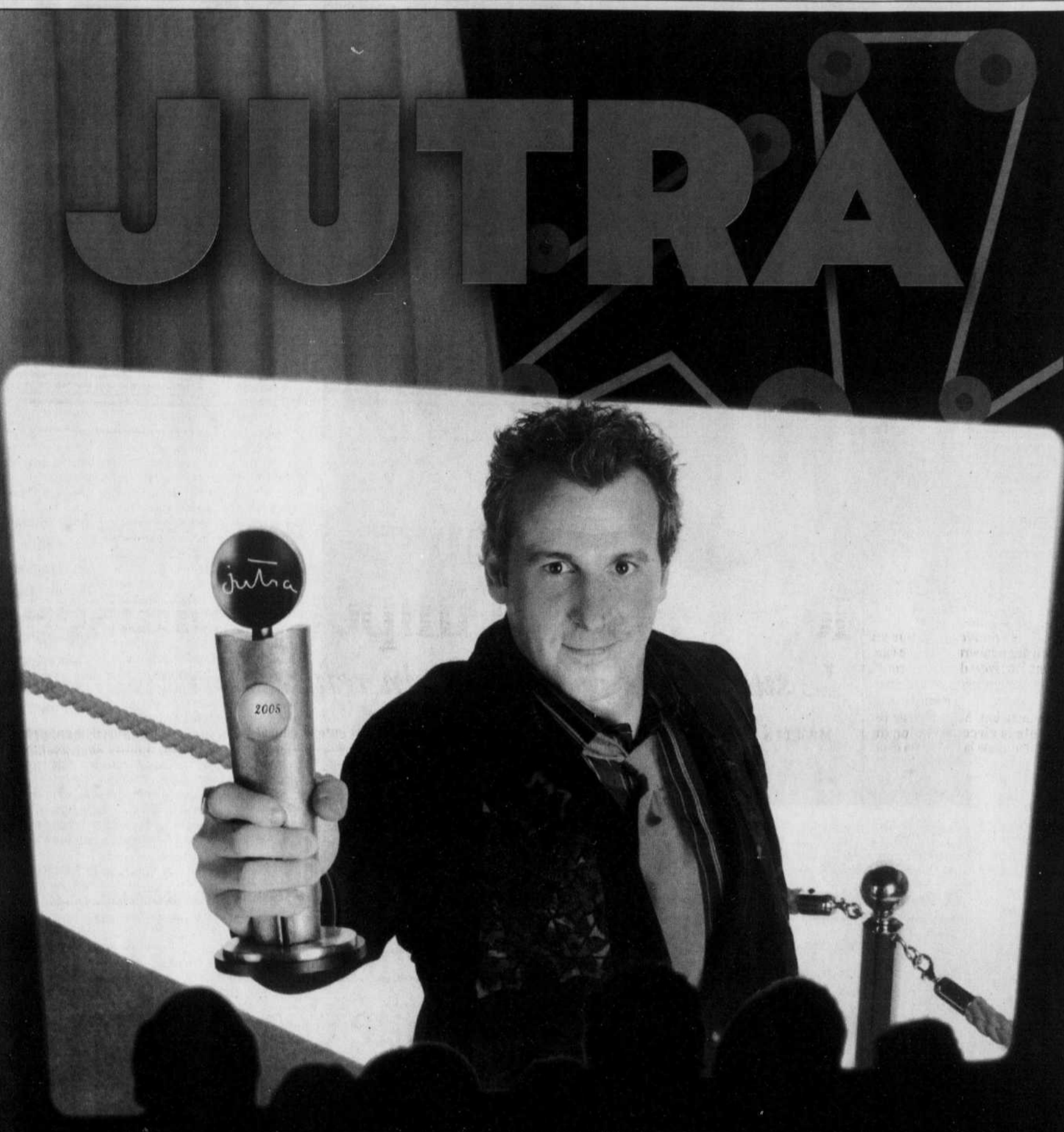
À la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), le vice-président pour le Québec, Richard Fahey, croit lui aussi que Pierre Corbeil saura saisir la balle au bond. Il espère que son mandat permettra de mener à terme «*le renouvellement du paradigme énergétique*» entrepris il y a quelques mois.

«*Son rôle sera d'entendre les préoccupations de la population et, avec toutes ces bonnes idées, de passer à l'action avec une véritable politique énergétique*», a-t-il dit.

Même si elle estime qu'il est trop tôt pour faire des pronostics sur les conséquences d'un changement de la garde aux Ressources naturelles, l'Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ) trouve «*réassurant*» la nomination de Pierre Corbeil.

«*Il travaillait avec M. Hamad, il est déjà familier avec la plupart des dossiers. Nous avons bon espoir qu'il va continuer le travail entrepris*», a fait valoir le président du conseil d'administration, Gaétan Thibeault.

Presse canadienne



## Patrick Huard anime la grande fête du cinéma québécois

DIMANCHE 19H30

## LA SOIRÉE DES JUTRA



RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.

WWW.RADIO-CANADA.CA/JUTRA

RÉALISATION: JOCELYN BARNABÉ

TOUTES LES STARS SUR LE TAPIS ROUGE ▶ 18H30

ET DES GAGNANTS À VIENS VOIR LES COMÉDIENS ▶ 22H



# POLITIQUE

MON POINT DE VUE, MA RADIO (AM)

CHRC 80

RAY CLOUTIER 7H 50

## Six députés invités à la table du conseil des ministres

KATHLEEN LÉVESQUE

Dans sa volonté d'insuffler une bouffée d'air frais au conseil des ministres, Jean Charest ouvre la porte à six députés, dont le vétéran de l'Assemblée nationale.

En effet, le député de Richmond, Yvon Vallières, devient ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation après 30 ans de loyaux services sous la bannière libérale. M. Vallières a déjà été ministre délégué entre 1989 et 1994 notamment au dossier de l'Agriculture.

Son collègue de Verdun depuis quinze ans, Henri-François Gauthier, qui désespérait de pouvoir jamais accéder au conseil des ministres, est nommé ministre délégué au Gouvernement en ligne. À ce titre, M. Gauthier travaillera de concert avec le ministre Pierre Reid, à qui échoit le ministère des Services gouvernementaux (connu jusque-là sous le nom de ministère des Relations avec les citoyens).

La nomination de MM. Vallières et Gauthier semble répondre à la nécessité de ressouder les liens de confiance entre le premier ministre et la base libérale.

Deux nouveaux venus font leur entrée au conseil des ministres. Laurent Lessard, élu en 2003 dans Frontenac, reçoit la responsabilité du Travail. Il sera également ministre responsable de la région du Centre-du-Québec. Cet ancien maire de la ville de Thetford-Mines hérite d'un dossier délicat compte tenu de l'intérêt des centrales syndicales et du mécontentement de ces dernières à l'endroit du gouvernement Charest. C'est particulièrement vrai à cause de la modification à l'article 45, qui par ailleurs n'a pas donné lieu à la catastrophe anticipée.

La députée d'Anjou, Lise Thériault, accède elle aussi au saint des saints et devient ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le ministère a été scindé: auparavant, le dossier de l'Immigration était combiné avec les Relations avec les citoyens. Rien dans la feuille de route de Mme Thériault ne semble l'avoir préparée à plonger dans le dossier complexe de l'immigration.

La nouvelle ministre est issue du milieu des affaires de l'est de



Yvon Vallières

Montréal, où elle était connue notamment pour ses accointances péquistes. D'ailleurs, entre 1998 et 2000, elle a souscrit tant à la caisse électorale du Parti québécois qu'à celle du Parti libéral.

C'est le député de Jacques-Cartier, Geoffrey Kelley, qui obtient le poste de ministre délégué aux Affaires autochtones. M. Kelley a une connaissance intime du fonctionnement des cabinets politiques. Il a notamment travaillé aux côtés de Claude Ryan, qui s'était vu confier la Sécurité publique après la crise amérindienne d'Oka et sur la Côte-Nord.

Hier, le chef du Parti québécois, Bernard Landry, a salué la nomination de M. Kelley. «Ça m'encourage sur la suite donnée à la Paix des braves», a dit M. Landry, rappelant du coup que la situation autochtone est particulièrement sensible actuellement à Oka et sur la Côte-Nord.

Chez les nouveaux venus au conseil des ministres, on note également l'arrivée de Margaret F. Delisle comme ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation. Mme Delisle représente la circonscription de Jean-Talon, dans la région de Québec, depuis 1995. Elle a été mairesse de Sillery de 1985 à 1994.

Le député d'Argenteuil, David Whissell, présidera dorénavant le caucus du gouvernement. À ce titre, il participe aux réunions du conseil des ministres.

### Le Devoir



Henri-François Gauthier



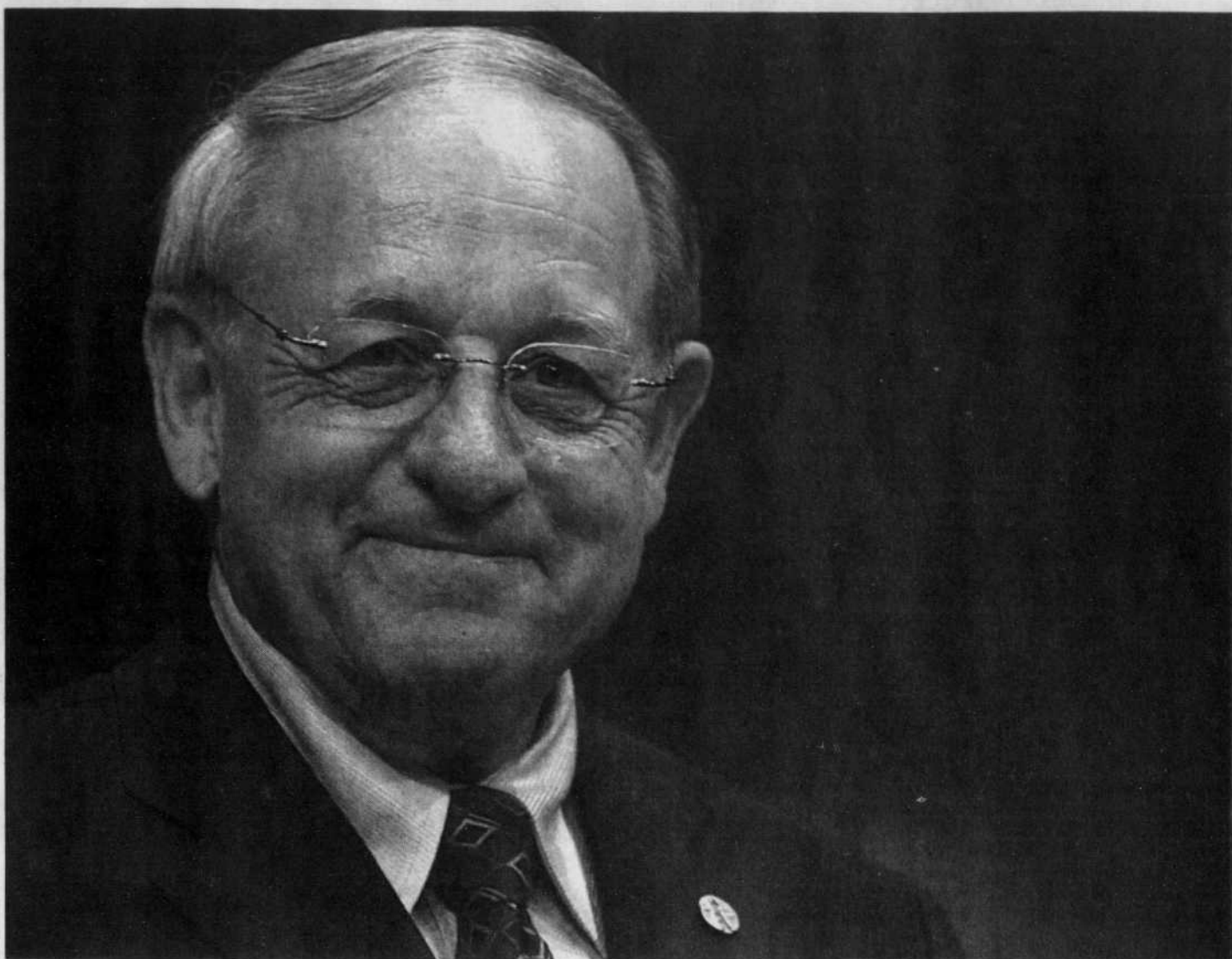
Laurent Lessard



Lise Thériault



Margaret Delisle



«Les chiffres ne changeront pas du jour au lendemain», a dit Michel Audet quelques minutes après l'annonce de sa nomination aux Finances.

FINANCES

## Audet pourra-t-il livrer les baisses d'impôt promises?

### Le successeur d'Yves Séguin refuse de se commettre

MARTIN OUELLET

Québec — Le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, s'est bien gardé hier d'assurer aux contribuables qu'ils bénéficieront cette année de la baisse d'impôt de un milliard promise par le Parti libéral lors de la dernière campagne électorale.

«Notre programme est connu. Nous voulons faire en sorte que le fardeau fiscal des Québécois se rapproche davantage de la moyenne canadienne. Nous sommes commis à cet objectif et c'est dans cette perspective que je travaillerai au prochain budget. Quant aux chiffres, quant aux résultats, je ne suis pas en mesure de les donner», a dit le ministre en entrevue, quelques minutes après avoir prêté serment au Salon rouge de l'Assemblée nationale à Québec.

Du reste, le ministre n'a pas voulu préciser si la diminution du fardeau fiscal des Québécois se traduira par des baisses générales d'impôt ou par des mesures sociales destinées essentiellement aux familles et aux contribuables à faible revenu.

«On verra, on verra, on verra. Je ne suis pas en mesure de commenter maintenant. Un budget, vous savez, c'est un ensemble de mesures qui touchent à la fois la famille, les particuliers, ceux qui paient de l'impôt, ceux qui n'en paient pas», a-t-il expliqué.

Perçu par plusieurs analystes comme étant «plus à droite» que son prédécesseur Yves Séguin,

M. Audet entend consacrer l'essentiel de ses énergies à la création d'emplois et à la vitalité économique.

«Nous voulons que le fardeau fiscal des Québécois se rapproche davantage de la moyenne canadienne.»

«Je suis pour que la population ait plus d'emplois et que l'économie se porte mieux. C'est dans cette perspective-là que je veux travailler au prochain budget», a commenté le ministre.

En prévision de son premier budget, ce printemps, M. Audet rencontrera lundi ses sous-ministres pour faire le point sur la situation financière du gouvernement et prendre connaissance de l'état des lieux.

Mais d'ores et déjà, il préfère ne rien laisser miroiter, tant la situation budgétaire du Québec est précaire.

«Le gouvernement précédent nous a laissé quatre milliards de dollars de déficit. Nous l'avons absorbé dans des compressions budgétaires. Ça a été difficile, ça a été courageux. Alors, évidemment, on a à vivre avec ça [...] Les chiffres ne changeront pas du jour au lendemain», a-t-il dit.

Le ministre devra aussi tenter de régler les nombreux différends entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, que ce soit les congés parentaux, la péréquation ou le déséquilibre fiscal.

Aura-t-il plus de succès dans ses négociations que son prédécesseur Séguin?

«C'est prématuré de faire des commentaires à ce sujet», a-t-il mentionné, laconique.

Presse canadienne



uOttawa

Faculté de droit  
Faculty of Law  
Section de droit civil  
Civil Law Section

## Le droit civil à l'Université d'Ottawa : mon premier choix!

### Licence en droit civil (LL.L.)

- Bourses d'admission remises à plus de 80 % des étudiantes et des étudiants venant du cégep (d'une valeur de 500 \$ à 3 500 \$).
- Programme d'enseignement coopératif (à venir bientôt).
- Place garantie en résidence pour tous les étudiants francophones.
- Accès au Barreau du Québec et à la Chambre des notaires.

Date limite : 1<sup>er</sup> juin (admission en septembre 2005)

### Programme national (LL.B./LL.L.)

- Double formation juridique en français, deux diplômes en quatre ans : droit civil et common law.

### Programmes conjoints

- Droit/MBA ou Droit/Criminologie.

### Études supérieures

- Maîtrise et doctorat en droit international, droits de la personne, droit et technologie, common law et commerce international.

Date limite : 1<sup>er</sup> mai (admission en septembre 2005)

### Faculté de droit, Section de droit civil

(613) 562-5800 poste 3738 ou 1 877 967-5352  
dcivil@uOttawa.ca  
www.droitcivil.uOttawa.ca



### Restauration de tableaux



œuvres anciennes et contemporaines



Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal

514-484-8332

www.themrfixit.com

DEPUIS 1953



Le vrai fromager  
sait vous répondre...  
mieux, il vous fait goûter!



### GOÛTEZ AVANT D'ACHETER

«... mais c'est quoi la différence entre Gruyère et Emmental?»

(514) 272 1161  
Marché Jean-Talon,  
plateau Mont-Royal,  
rue Sherbrooke E., Repentigny.



La fromagerie  
HAMEL

www.fromageriehame.com

## • POLITIQUE •

### Line Beauchamp est satisfaite de rester à la Culture

STÉPHANE BAILLARGEON

La ministre de la Culture et des Communications échappe au grand chamboulement. Line Beauchamp reste en poste comme cinq autres de ses collègues du cabinet. Une vingtaine d'autres ministères changent de titulaires.

Mme Beauchamp voit même ses responsabilités augmenter puisqu'elle devient la ministre responsable de la région de Montréal.

La rumeur des derniers mois, accentuée avant l'annonce du remaniement ministériel, l'envoyait le plus souvent au ministère de l'Éducation. Certains observateurs la faisaient permuer avec Michelle Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

«Je suis très honorée de rester à mon poste», a dit Mme Beauchamp en entrevue au *Devoir*. «J'ai toujours considéré que, pour bien faire un travail, il faut du temps, surtout dans le domaine de la culture qui demande beaucoup de consensus.»

Elle se dit satisfaite du boulot déjà accompli, notamment la mise en place d'un filet de sécurité sociale pour les artistes, différentes mesures d'aide au cinéma et la nouvelle importance accordée aux cours d'art du niveau secondaire.

«Le soutien aux créateurs et à la création au Québec va demeurer notre grande priorité pour la fin du mandat», explique-t-elle. «Nous allons chercher à diversifier les sources de financement pour la culture. L'État québécois a une responsabilité incontournable pour soutenir la culture, mais je suis convaincue que certains incitatifs, fiscaux entre autres, peuvent faire en sorte que plus d'argent atterrisse dans le champ culturel. Nous allons négocier un nouveau partenariat avec les municipalités pour les bibliothèques publiques. Nous allons aussi doter le Québec d'une nouvelle politique du patrimoine.»

Le Mouvement pour les arts et les lettres (MAL), un des principaux groupes de pression du secteur, «salu» le maintien en poste de Mme Beauchamp tout en rappelant à celle-ci ses engagements électoraux. «Le ministère de la Culture a besoin de stabilité après avoir connu sept titulaires en dix ans», dit Stanley Péan, porte-parole du MAL. «Cela ne met pas pour autant la ministre Beauchamp et le gouvernement Charest à l'abri de la critique. À mi-mandat, nous attendons toujours la mise en place des mesures de la plateforme électorale libérale. Les études, les comités et le filet de sécurité sociale n'ont toujours pas ajouté d'argent dans les portefeuilles des artistes. Les conditions de pratique demeurent aussi déplorables qu'avant.»

Le mouvement milite notamment pour la hausse d'une vingtaine de millions des budgets annuels du Conseil des arts et des lettres. Le groupe espère rencontrer bientôt le nouveau ministre des Finances pour le sensibiliser au «problème du sous-financement chronique des arts et de la culture».

Le Devoir



Jean Charest avait d'abord confié le délicat dossier des fusions municipales à Jean-Marc Fournier. La confiance qu'il a en lui ne s'est pas démentie puisque, hier, il lui a demandé de prendre le relais à l'Éducation, où Pierre Reid n'a guère impressionné.

É D U C A T I O N

## Fournier est accueilli avec soulagement

### La rétrogradation de Pierre Reid n'a surpris personne

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Après une année politique sombre en éducation, l'arrivée de Jean-Marc Fournier a été accueillie avec un soupir d'aise mais des attentes élevées à savoir de réinvestissement et de renouvellement de convention collective.

Le nouveau ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport prend la relève à un moment chaud, où les moyens de pression des enseignants s'annoncent, où les étudiants menacent de déclencher la grève et manifestent violemment. Pierre Reid, passé hier au nouveau ministère des Services gouvernementaux, a laissé des miettes que le successeur devra balayer.

«M. Fournier a de la détermination et de l'expérience politique avec un réseau qui n'est pas réputé facile [le municipal]», a indiqué d'entrée de jeu le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, ravi. «Il aura ses preuves à faire sur des dossiers comme le budget et les négociations, mais nous avons vu qu'il a déjà été capable de convaincre les municipalités d'une délicate réforme de fusions.»

Les réactions positives à l'endroit de la nomination de Jean-Marc Fournier à l'Éducation ne pouvaient manquer de se transposer à la négative sur M. Reid,

dont la rétrogradation n'a surpris personne. «Ce sont les décisions qu'il n'a pas prises qui sont les meilleures», a affirmé hier le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent. «Après lequel un qui a remis en question tout le réseau, nous comptons sur cet homme d'expérience qui s'est sorti d'une grande réforme sans être écorché.»

Cinglant, le président de la centrale syndicale a critiqué «l'absence de direction et de flair politique» sous le règne de Reid. Le brasse-camarade imposé hier par le premier ministre n'annonce toutefois aucune pause dans le plan d'action des enseignants, qui doit s'activer officiellement dans quelques jours. «Pas de ralentissement pour nous; le nouveau ministre aura intérêt à se le tenir pour dit.»

Après avoir fortement secoué le caucus libéral cette semaine à Montebello, les étudiants attendent de Jean-Marc Fournier le rétablissement d'un dialogue actuellement rompu avec le cabinet. «Nous étions dans une impasse et on espère rétablir le contact», a expliqué Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. «Même si on change de porteur de dossier, c'est quand même le règlement du dossier qui continue d'être la priorité.»

Les collèges, qui sont passés dans le collimateur

d'une réforme à laquelle plusieurs morceaux manquaient, comme le croit le président de la Fédération des cégeps, ont eux aussi favorablement accueilli le nouveau venu. «Les orientations ministérielles annoncées pour les collèges étaient incomplètes», a affirmé hier Gaëtan Boucher. «Nous attendons encore d'importants morceaux pour les collèges dans les prochaines semaines.»

L'absence des collèges — et des universités — dans le discours du premier ministre Charest hier inquiète en outre M. Boucher, qui aurait souhaité entendre évoquer ses priorités. La nouvelle appellation du ministère — Éducation, Loisir et Sport —, qui lie éducation primaire et secondaire à l'importance de l'éducation physique, fait réfléchir le président du regroupement des cégeps. «L'école de base est capitale, mais j'aurais aimé qu'on s'attarde à l'enseignement supérieur», explique M. Boucher.

De la part du milieu universitaire, qui perd un ancien recteur à la tête de l'Éducation, il n'y a eu aucune réaction hier. La Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec n'a pas l'habitude de commenter les remaniements ministériels.

Le Devoir

C O N C O U R S

## LE DEVOIR



CONSULAT GÉNÉRAL DE GRÈCE (SECTION TOURISME)  
CONSULATE GENERAL OF GREECE (TOURISM SECTION)

**NOLITOUR**  
VACANCES

# Grèce

## La magnifique



### Perles de l'Égée

5 jours de croisière dans les îles grecques et en Turquie, + 4 jours à Mykonos.

[www.nolitour.com](http://www.nolitour.com)

### LE DEVOIR

Retournez à : Concours Grèce, Perles de l'Égée, 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 4 mars 2005 à 10h.

Faites-nous parvenir les coupures de participation avant le 23 février 2005 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par personne.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées. Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir. Valeur de 3 318 \$.

Nom : .....  
Adresse : ..... App. : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Courriel : .....  
Téléphone : (rés.) ..... (bur.) .....  
Question mathématique : (55 + 36) - 41 = ..... Abonné(e) : Oui  Non

S É C U R I T É P U B L I Q U E

## James Gabriel demande plus de policiers de la SQ

### La rétrogradation de Jacques Chagnon n'émeut pas le grand chef du conseil de bande de Kanesatake

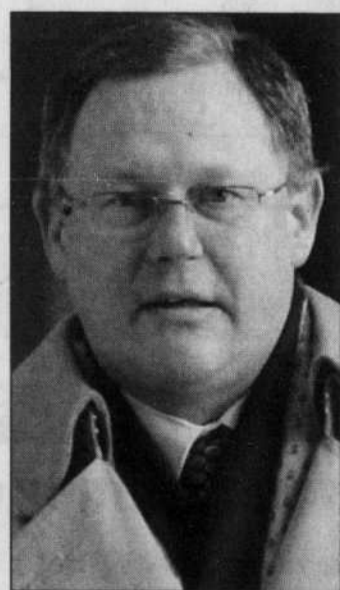
BRIAN MYLES

Avec ses commentaires sur la violence intrinsèque des Mohawks de Kanesatake, son entêtement à ne pas reconnaître la crise politique qui y perdure, sa profession de foi en faveur d'une prison privée en Montérégie, son aveu d'impuissance candide à réformer les libérations conditionnelles et ses nominations partisanses à la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), Jacques Chagnon a laissé une trace indélébile lors de son passage à la Sécurité publique.

Le grand chef du conseil de bande de Kanesatake, James Gabriel, a accueilli avec joie et soulagement le départ de M. Chagnon, rétrogradé hier au rang de simple député à la faveur du remaniement ministériel. Entre Jacques Chagnon et James Gabriel, les ponts étaient rompus depuis longtemps. Si longtemps que le chef mohawk ne se souvient même plus de la dernière fois où il a parlé à M. Chagnon.

Le 12 janvier 2004, des Mohawks ont incendié la maison de James Gabriel, le contraignant à un exil d'une dizaine de mois, un événement déclencheur d'une crise de leadership qui n'est toujours pas résolue. Des dizaines de Mohawks ont pris d'assaut le poste de police, forçant des agents autochtones à quitter le territoire dans la disgrâce. À titre de ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon a choisi à l'époque de conclure une entente avec une faction dissidente du conseil de bande et les membres de la commission de police de Kanesatake, hostiles à James Gabriel. Il se réjouissait d'avoir évité un bain de sang. James Gabriel ne lui a jamais pardonné cette incapacité à reconnaître l'existence d'une crise politique plus profonde. D'abord prévues en juillet 2004, les élections au conseil de bande ont fait l'objet de multiples reports et auront lieu en avril prochain, si tout va comme prévu.

James Gabriel a profité de la nomination de Jacques Dupuis à la



ARCHIVES LE DEVOIR

Jacques Chagnon

Sécurité publique pour demander le déploiement des patrouilleurs de la Sûreté du Québec (SQ) dans les plus brefs délais sur le territoire de Kanesatake afin d'instaurer un climat de sécurité favorable à la tenue d'élections. «M. Dupuis doit reconnaître qu'il y a un problème de sécurité. Il y a présentement des patrouilles limitées de la SQ, mais ce n'est pas suffisant. Il doit y avoir une meilleure collaboration entre les policiers mohawks et la SQ», a-t-il dit.

En fait, Jacques Chagnon faisait l'unanimité dans cette communauté divisée, surtout lorsqu'il avait laissé entendre que les Mohawks de Kanesatake (et les autochtones en général) étaient plus violents que le reste de la population. «Il passe une corneille, t'es pas content, tu sors ton .12, tu tires la corneille. On ne voit pas ça ailleurs», avait-il déclaré à propos de Kanesatake. Les dissidents au conseil avaient exigé sa démission, au même titre que l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador.

Tout comme James Gabriel, Johanne Vallée espère que le départ de M. Chagnon ouvre de nouvelles avenues en matière de sé-

curité publique, mais pas pour les mêmes raisons. «C'était devenu difficile de travailler avec M. Chagnon», a dit Mme Vallée, directrice générale de l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ).

Depuis quelques semaines, il n'était plus possible de discuter avec M. Chagnon au sujet de la pertinence de construire une nouvelle prison en Montérégie. «Son idée était faite, il était persuadé de la nécessité de la construire. C'était devenu une évidence pour lui alors que, pour nous, ça ne l'est pas», a dit Mme Vallée.

Dans ses dernières interventions publiques à titre de ministre, M. Chagnon assujettissait même toute réforme des libérations conditionnelles, pour mieux encadrer les détenus, à la construction d'un nouveau centre de détention en Montérégie. «Nous étions ébranlés, c'était la première fois que nous entendions une déclaration de cette nature-là», a affirmé Mme Vallée. «Soit qu'il remettait en question le concept même de la réhabilitation sociale, soit qu'il n'était pas bien informé.»

Mme Vallée considère la nomination de Jacques Dupuis comme «un bon signal» puisque celui-ci connaît les rouages des appareils policier et judiciaire. M. Dupuis a poursuivi une carrière de procureur de la Couronne avant de se lancer en politique, et il a été le critique libéral en matière de justice et de sécurité publique. Elle espère qu'il sera en mesure de réformer les libérations conditionnelles, au coût de 40 millions de dollars, en conformité avec la loi votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale.

Le président du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, Michel Hubert, nourrit aussi des attentes élevées à l'endroit de Jacques Dupuis. Pour M. Hubert, les raisons justifiant la construction d'une nouvelle prison en Montérégie demeurent toujours «un mystère» qu'il espère élucider sou peu avec le nouveau ministre.

Le Devoir

## POLITIQUE

FINANCES

## Le départ de Séguin chagrine la CSN

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le jeu de chaises musicales auquel s'est livré le premier ministre hier mécontente le mouvement syndical. On déplore particulièrement le départ d'Yves Séguin, perçu comme la «caution sociale» du gouvernement, selon la CSN.

Symptôme d'une certaine frustration, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a tout simplement refusé de formuler quelque commentaire que ce soit, son président se contentant de faire savoir qu'il jugerait «au fur et à mesure».

«Ce n'est pas une belle journée pour un courant progressiste au Québec de voir partir Yves Séguin», a pour sa part déclaré la présidente de la Confédération des syn-

dicats nationaux (CSN), Claudette Carbonneau, qui voit dans ce remaniement une «belle mesure de diversion» qui ne change rien aux orientations fondamentales du gouvernement.

Elle croit qu'en écartant Yves Séguin des Finances au profit de l'ancien ténor patronal Michel Audet et en maintenant la «dame de fer» (Monique Jérôme-Forget) en fonction au Conseil du trésor, Jean Charest s'est assuré d'«accorder tous ses violons de la même façon sur le plan idéologique».

Malgré son passé au sein du patronat et ses prises de position en faveur des baisses d'impôt, Claudette Carbonneau refuse cependant de critiquer directement la nomination de Michel Audet aux Finances, lui reconnaissant une expérience dans le domaine. Elle souligne que M. Audet a toujours cherché à maintenir le contact avec les organisations syndicales lorsqu'il était au Développement économique, même lorsque les communications entre le gouvernement et les syndicats étaient particulièrement difficiles.

Le nouveau ministre du Travail, le député de Frontenac, Laurent Lessard, est quant à lui accueilli avec un point d'interrogation. «C'est un illustre inconnu. Je n'en pense rien de bien, rien de mal. Je vais souhaiter le rencontrer», poursuit la syndicaliste, qui aurait néanmoins préféré voir un ministre de premier plan être assigné à ce poste pour témoigner de son importance.

Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) a lui aussi accueilli défavorablement le nouveau cabinet, dont il ne pense pas avoir l'oreille. «Le premier ministre maintient le cap sur le démantèlement de l'État. Même s'il change d'équipage, il est clair que les orientations politiques de ce gouvernement ne bougent pas», a fait valoir la présidente, Carole Thiberge, par voie de communiqué.

Le Devoir  
Avec la Presse canadienne



Claudette Carbonneau

ARCHIVES LE DEVOIR

## L'arrivée de Michel Audet réjouit le monde des affaires

FRANÇOIS DESJARDINS

Le milieu des affaires a réservé un accueil positif hier au nouveau cabinet ministériel à Québec et ne tarissait pas d'éloges pour le nouveau ministre des Finances, Michel Audet. Divers acteurs ont cependant estimé qu'un remaniement en pleine consultation prébudgétaire n'avait rien de particulièrement périlleux car les demandes du patronat, notamment au chapitre du fardeau fiscal des entreprises, restent les mêmes.

«C'est un ralliement de troupes pour permettre au gouvernement Charest de revenir au plan de match», a dit Richard Fahey, vice-président de la section québécoise à la Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI). Est-ce à dire que le nouveau ministre Audet diminuera les impôts dans son premier budget, prévu au printemps? «Je ne sais pas, il faudra le juger au geste.»

Face au départ d'Yves Séguin, qui conserve pour l'instant son siège dans Outremont, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a estimé de son côté que le cabinet perdait un «homme de grande valeur», selon les dires d'Anne Le-

bel, vice-présidente à la planification stratégique et aux communications. «Mais M. Audet, qui le président du CPQ, Gilles Taillon, connaît très bien, est un homme réfléchi.»

M. Audet, âgé de 64 ans, occupait depuis avril 2003 le poste de ministre du Développement économique et régional. Or les multiples postes économiques qu'il a occupés des années 60 aux années 90, dont ceux de sous-ministre adjoint aux Finances et de sous-ministre à l'Industrie, lui donnent une bonne compréhension des enjeux, disait-on hier. «De plus, M. Audet saisit bien les dynamiques budgétaires car il les a commentées pendant dix ans alors qu'il dirigeait la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCCQ)», a dit M. Fahey.

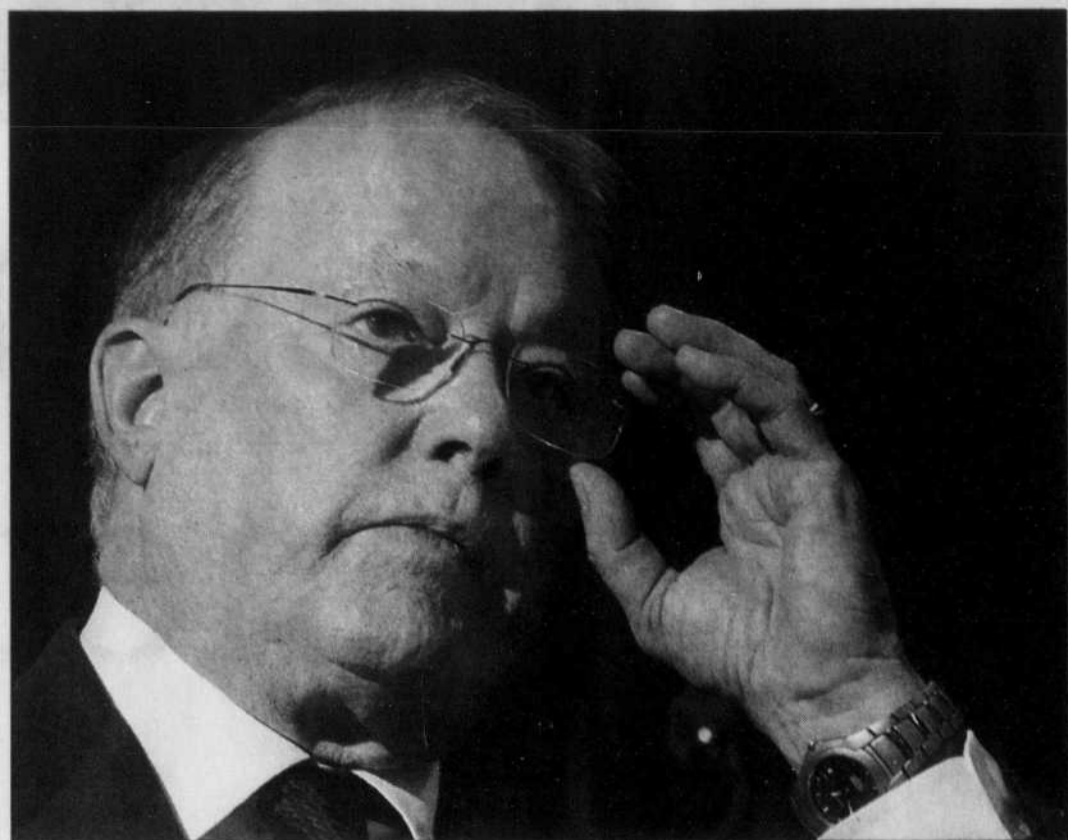
Quant au remplaçant de M. Audet au ministère du Développement économique, Claude Bécharde, la FCEI le dit «attentif aux problématiques particulières des régions» puisqu'il est natif et député du Bas-Saint-Laurent. Ce dernier, âgé de seulement 35 ans, a été membre de plusieurs comités ministériels depuis l'élection des libéraux, en avril 2003. «Il fait partie de la garde montante du parti,

il est audacieux et bon communicateur», a ajouté M. Fahey.

En ce qui concerne Nathalie Normandeau, qui troque ses responsabilités au Développement régional et au Tourisme pour le ministère des Affaires municipales, la présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec a dit espérer qu'elle s'avèrera une «alliée» dans la concertation entre le développement régional, les gens d'affaires et les élus municipaux, «ce qui nous est apparu comme n'étant pas toujours au rendez-vous», a dit Françoise Bertrand. Celle-ci était également ravie du choix de M. Audet, qu'elle dit être un «grand économiste».

Enfin, M. Fahey a estimé que le gouvernement doit maintenant «passer à l'action» pour répondre aux attentes de la population. «Il est important que le premier budget Audet contienne des mesures pour stimuler l'investissement et la création de richesse. Ça passe notamment par la fiscalité des entreprises, en particulier des PME, qui sont plus taxées que la moyenne canadienne mais qui créent 80 % des nouveaux emplois dans la province.»

Le Devoir



Bernard Landry n'avait que de bons mots pour Yves Séguin hier.

ARCHIVES REUTERS

Départ d'Yves Séguin

## Le gouvernement Charest perd son unique résistant, dit Landry

ROLLANDE PARENT

Le chef de l'opposition, Bernard Landry, croit que le ministre des Finances a été retiré à Yves Séguin parce que le premier ministre Charest n'approuvait pas le combat qu'il menait contre les politiques centralisatrices fiscales du gouvernement fédéral.

«Yves Séguin, expert du déséquilibre fiscal s'il en est un, était le seul résistant véritable aux politiques centralisatrices fiscales du gouvernement fédéral», a fait valoir Bernard Landry, au cours d'un point de presse, à la suite du remaniement ministériel.

«M. Séguin s'est battu avec eux comme il devait le faire et comme l'ont fait ses prédécesseurs, mais il n'a pas eu l'aval de son premier ministre et c'est ce qui explique qu'il n'est plus ministre des Finances aujourd'hui», a renchéri M. Landry.

À l'égard du successeur de M. Séguin, Michel Audet, le chef de l'opposition nourrit les pires craintes.

Il estime qu'il s'agit là de l'élément majeur du remaniement ministériel et «le plus dangereux» pour l'économie des régions et en regard des luttes à mener sur la fiscalité face au gouvernement fédéral.

«M. Séguin avait l'estime de la population et de l'opposition. Il est sacrifié et remplacé par quelqu'un qui a mal performé dans les dossiers écono-

miques, particulièrement en région. M. Audet est en plus un partisan du laisser-faire», a déploré M. Landry.

Allez-vous tenter de l'attirer au Parti québécois? a demandé un journaliste.

Bien qu'il soit généralement sur la même longueur d'onde en matière économique, M. Landry considère que M. Séguin ne l'est pas sur la question nationale.

Finalement, le chef de l'opposition considère que le remaniement ministériel est fait à un moment inopportun, à quelques jours du dépôt du budget fédéral et à quelques mois du budget provincial.

Une seule nomination trouve grâce aux yeux du chef du Parti québécois, celle de Geoffrey Kelley au poste de ministre délégué aux Affaires autochtones. Il estime que sa connaissance du dossier autochtone sera précieuse au moment où les tensions persistent du côté de Kanesatake et augmentent sur la Côte-Nord.

«J'espère que Jeff Kelley va améliorer les choses et on lui souhaite un fructueux mandat», a-t-il commenté.

M. Landry croit que la population a besoin non pas tant d'un changement ministériel que d'un changement au poste de premier ministre.

«Dans l'espace de deux brèves années, le premier ministre a secrété par son action un niveau d'insatisfaction jamais vu dans l'histoire. On n'a jamais vu quelqu'un occu-

per cette fonction l'ayant aussi mal exercée», a soutenu M. Landry.

Action démocratique

De son côté, le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a estimé que Jean Charest a profité du remaniement ministériel pour régler des comptes.

Le leader adéquate a affirmé que le premier ministre n'avait pas effectué son remaniement dans l'optique de mieux répondre aux besoins des Québécois.

Selon M. Dumont, Jean Charest a manqué de cohérence.

M. Dumont a aussi soutenu que le Québec sort affaibli de ce remaniement dans les deux dossiers importants que sont le déséquilibre fiscal et les congés parentaux, que les anciens titulaires des ministères responsables défendaient avec force.

L'Union des forces progressistes affiche quant à elle une profonde déception devant le départ d'Yves Séguin, qualifié de «grave». «En nommant Michel Audet, un patron de choc et un antisindical notoire, Jean Charest veut enligner avec plus de force ses politiques de démolition de l'État comme instrument d'intervention dans l'économie», a déclaré le porte-parole du parti de gauche, Amir Khadir.

Presse canadienne  
et Le Devoir

À LA MÉMOIRE DE  
ANDRÉE BEAULIEU-GREEN

Membre fondatrice du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Montréal et pionnière du syndicalisme universitaire au Québec

Le SPUQ reconnaissant



Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Montréal

## Moins de soleil, plus brillant.

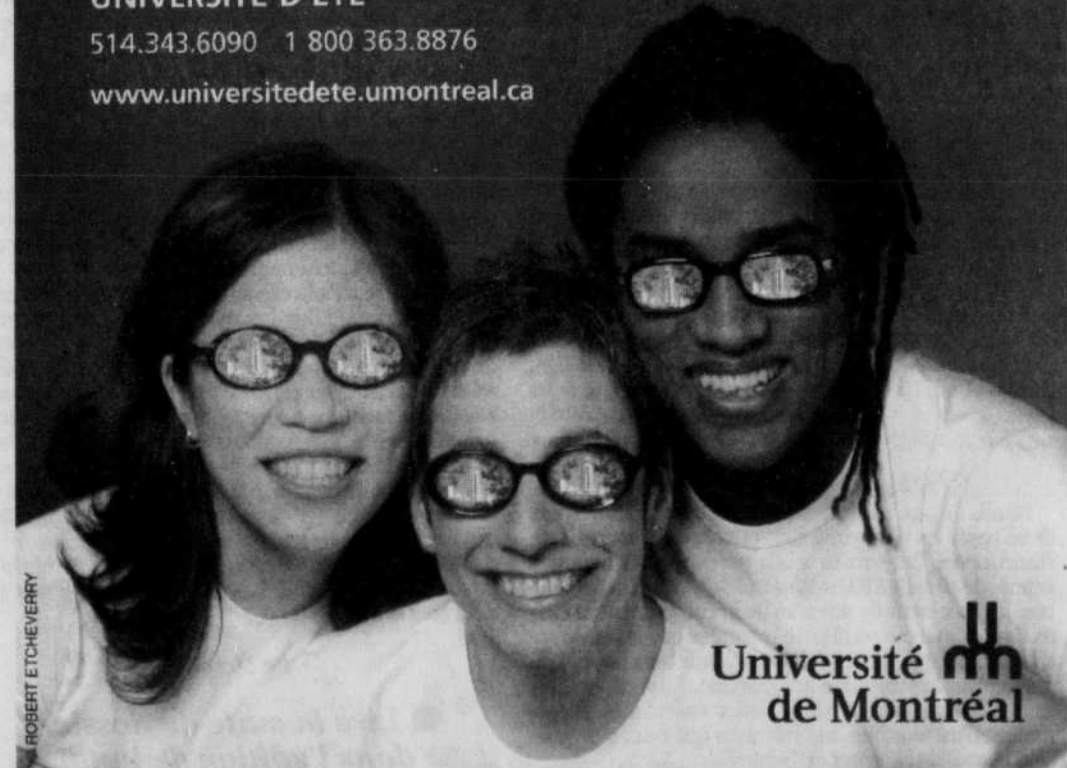
Même l'été, nous avons toutes nos facultés.

600 cours offerts  
Mai à août 2005

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

514.343.6090 1 800 363.8876

www.universitedete.umontreal.ca



Université  
de Montréal

## FACULTÉ DE DROIT

Pour un encadrement personnalisé aux cycles supérieurs

Programmes de 2<sup>e</sup> cycle

Droit et politiques de la santé

■ Maîtrise  
■ Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle

Prévention et règlement des différends

■ Maîtrise  
■ Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle  
■ Microprogrammes de 2<sup>e</sup> cycle

Droit notarial

■ Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle  
Pour accéder à la Chambre des notaires du Québec  
Formation ouverte sur les pratiques en émergence

Environnement

■ Maîtrise  
■ Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle de gestion de l'environnement  
■ Microprogrammes de 2<sup>e</sup> cycle

Transnational et Common Law

■ Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle  
Université d'été accessible après 60 crédits de cours

Affaires

■ Droit - MBA  
En partenariat avec la Faculté d'administration  
Alternance études et stages rémunérés

Maîtrise générale en droit\*

■ Maîtrise de recherche multidisciplinaire  
■ Dans tous les domaines du droitProgramme de 3<sup>e</sup> cycle

Doctorat en droit

■ Dans tous les domaines du droit  
Extension du programme de l'Université LavalRenseignez-vous!  
www.USherbrooke.ca/droit  
1 800 267-UdeS

\* Approuvée par le MEQ et approbation imminente du CA de l'Université



50 ans  
L'audace  
porte fruit

UNIVERSITÉ DE  
SHERBROOKE

Programme  
de  
BOURSES  
concurrentielles



radio-classique  
99.5  
cjp  
fm-montreal



# LE MONDE

IRAK

## Les attaques antichrites marquent le deuil de l'Achoura

SALWAN BINNI

Bagdad — Au moins 34 Irakiens ont été tués hier dans des attaques antichrites en plein deuil de l'Achoura tandis que deux journalistes indonésiens ont été enlevés au sud de Bagdad.

Ce carnage survient alors que les forces de l'ordre étaient en état d'alerte et les frontières terrestres de l'Irak fermées pour prévenir de telles attaques, après celles de l'année dernière qui avaient fait plus de 170 tués à Bagdad et dans la ville sainte de Kerbala.

Un premier attentat a été perpétré par un kamikaze dans la mosquée Kazimain, dans le sud de Bagdad, et a fait 17 morts et plus de 25 blessés, selon des sources hospitalières. «Je venais juste de commencer la prière lorsqu'une énorme explosion a secoué les lieux», a déclaré l'imam de la mosquée, cheikh Malek Kinani.

Un peu plus tard, deux kamikazes se sont fait exploser dans la mosquée Ali Baya de l'ouest de la capitale, selon des sources policières. Trois personnes ont été tuées et plus de 15 blessées, selon un bilan de l'hôpital Yarmouk.

L'un des gardes de la mosquée, Hussein Abbas Hussein, a affirmé que les deux kamikazes avaient été repérés par le service de sécurité du lieu de culte, qui a ouvert le feu. Un kamikaze s'est alors fait exploser et l'autre a couru vers un groupe d'hommes avant d'actionner sa charge.

Une demi-heure plus tard, une roquette est tombée entre un café et un commissariat dans le quartier chiite de Choula, dans le nord-ouest de Bagdad, selon l'armée américaine. Trois Irakiens ont été tués et cinq autres blessés, selon l'hôpital al-Nour.

D'autre part, deux soldats ont été tués et quatre civils blessés dans un attentat suicide ayant visé des pèlerins chiites à un barrage de l'armée irakienne entre Mahmoudiyah et Latifiyah (au sud de Bagdad), selon des sources militaires et hospitalières.

À Kirkouk (nord), un Turkmène chiite a été tué par l'explosion d'une bombe artisanale près d'une mosquée, selon le chef de la police de la ville. Une sixième attaque antichrite, perpétrée par un kamikaze ayant visé une mosquée de Hilla



AKRAM SALEH REUTERS

Les chiites ont pris possession des rues de certains quartiers de Bagdad à l'occasion de la plus importante célébration de leur calendrier religieux.

(60 kilomètres au sud de Bagdad), a fait huit morts et 13 blessés, selon la police et l'hôpital.

Avant la prière du vendredi, Abdel Aziz Hakim, tête de liste de la coalition chiite victorieuse aux législatives, a accusé la police de Bagdad d'avoir torturé à mort trois de ses partisans dans un discours enflammé devant des fidèles à l'occasion de l'Achoura, qui commémore la mort de l'imam Hussein, petit-fils du prophète de l'islam.

Par ailleurs, au nord de Bagdad, dix cadavres de soldats et de civils travaillant sur une base américaine ont été découverts, et 18 Irakiens ont été tués depuis jeudi soir dans des violences, selon des sources sécuritaires.

A Kerbala, les corps de deux fils du chef de la police de la ville sainte chiite voisine de Najaf, le général Ghaleb al-Jazairi, ont été découverts, tués par balles, selon une source policière.

Enfin, au chapitre des violences, un soldat américain a été tué et deux autres blessés par l'explosion d'une bombe artisanale au nord de Bagdad, ce qui porte à 1466 le nombre de soldats américains morts en Irak depuis l'invasion du pays, en mars 2003.

Deux journalistes indonésiens, travaillant pour la télévision privée Metro TV, ont été enlevés à l'ouest de la capitale, a-t-on appris hier auprès de l'ambassade indonésienne à Bagdad.

Dans une vidéo diffusée par la

télévision satellitaire al-Jazira, un groupe armé islamiste jusque-là inconnu, Jaïch al-Moujahidine (Armée des moudjahidines), a revendiqué leur enlèvement, demandant «au gouvernement indonésien de préciser la mission pour laquelle les deux journalistes étaient venus», sachant que l'Indonésie, pays musulman le plus peuplé au monde, a toujours été opposée à l'opération militaire des États-Unis et de leurs alliés en Irak.

Le document diffusé à l'écran montre les deux otages, Budiyananto et sa collègue Meutya Viada Hafid, exhibant leurs passeports.

Un premier ministre à trouver

Sur le plan politique, la Commission électorale a validé jeudi les résultats du scrutin historique du 30 janvier en Irak, confirmant la nette victoire de la liste chiite soutenue par le clergé de cette communauté majoritaire, et la deuxième place de la liste d'alliance kurde. Le grand ayatollah Ali Sistani, le plus influent dignitaire chiite d'Irak, observera une totale neutralité dans la course au poste de premier ministre entre personnalités chiites, a averti hier un de ses porte-parole.

Les chiites peinent à s'entendre sur le nom d'un candidat pour le poste de premier ministre après l'entrée en scène d'Ahmed Chalabi, le chef du Congrès national irakien. Dans la future Assemblée nationale, chargée notamment de rédiger une nouvelle Constitution, la liste chiite de l'Alliance unifiée irakienne, parrainée par Ali Sistani, disposera de la majorité absolue avec 140 des 275 sièges.

L'alliance kurde formée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) arrive à la deuxième place avec 75 sièges.

La liste du premier ministre sortant, Iyad Allaoui (chiite laïque), obtient 40 sièges et celle du président sortant, le sunnite Ghazi al-Yaouar, cinq. Huit autres listes se partagent les quinze sièges restants. M. Allaoui a estimé hier qu'une division de l'Irak mènerait à un «désastre» et s'est déclaré très inquiet d'une possible mainmise de l'Iran sur les affaires irakiennes.

Agence France-Presse

## Dieudonné: les politiciens et la justice ne rient plus

MICHEL CASTEX

Paris — Il multiplie les propos à connotation antisémite, se défendant ensuite au nom d'une prétendue liberté de l'humour: une nouvelle fois, le comique français Dieudonné a dérapé, au point que le gouvernement a saisi la justice et que le Parti socialiste a appelé au boycottage de ses spectacles.

Le ministre de la Justice, Dominique Perben, a demandé hier au parquet de Paris l'ouverture d'une enquête préliminaire pour «contestation de crimes contre l'humanité» après des propos de Dieudonné sur la mémoire de la Shoah.

Son collègue de l'Intérieur, Dominique de Villepin, en a appelé à la «responsabilité des artistes».

Le dirigeant socialiste, François Hollande, n'a pas hésité à appeler le public de Dieudonné, un public essentiellement populaire, à ne pas aller à ses spectacles. En y assistant, estime M. Hollande, ce public «participe à cette dérive et à ce glissement dans des propos antisémites».

Cette position du gouvernement et de l'opposition socialiste fait suite aux propos tenus le même jour à Alger par l'humoriste, qui a qualifié la Shoah de «pornographie mémorielle». Selon M. Hollande, de tels propos tombent «sous le coup de la loi et sont déshonorants pour celui qui les exprime».

Faisant référence au métissage de Dieudonné, fils d'une Bretonne et d'un Camerounais, le dirigeant socialiste a ajouté: «Il y a une tragédie du peuple noir liée à l'esclavage, il y a une tragédie du peuple juif. La minorer, la disqualifier en parlant de pornographie mérité non pas simplement l'accusation judiciaire mais l'accusation politique.»

Dieudonné, lui, réagissait à des déclarations du premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui avait dénoncé samedi dernier lors d'une réception du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) «ceux qui font du racisme un fond de commerce, un fond de salle pour certains artistes qui cherchent à faire applaudir la haine».

Se sentant à juste titre directement visé par M. Raffarin, Dieudonné, de son vrai nom Dieudonné M'Bala M'Bala, a trouvé «choquant» que, dans une telle réunion d'un «organisme sectaire», le premier ministre s'en prenne «directement» à lui et à son public. De tels propos, a-t-il ajouté, sont un «blanc-seing» pour «les groupuscules ou organisations sionistes», «terrorisent mon équipe et mon public» et peuvent «me causer des problèmes de sécurité importants».

Ce n'est pas la première fois que les dérapages valent à Dieudonné d'être en difficulté ou d'avoir même affaire à la justice. Lui qui avait commencé une brillante carrière en duo avec Elie Semoun, humoriste d'origine juive, avec qui il fut très ami avant leur brouille, est devenu de plus en plus mordant et agressif dans ses sketches, mettant en avant les problèmes raciaux et sa négritude, répétant à l'envi: «J'suis qu'un pov' nègre.»

Aux yeux de la profession, Dieudonné a «mal tourné» et sa négritude n'excuse en rien des dérapages récurrents contre une cible constante, Israël et les «sionistes», même s'il prétend viser seulement sans faire de différence «toutes les religions» et «tous les drapeaux nationaux».

Dieudonné, qui n'avait pu se présenter à l'élection présidentielle de 2002, faute d'avoir recueilli les 500 parrainages nécessaires, compte encore des admirateurs en France et dans les pays francophones. Mais ses positions lui ont fermé l'accès à bien des émissions télévisées, voire à certaines salles de spectacle.

Plusieurs associations antiracistes étudient la possibilité d'engager des poursuites contre l'artiste.

Agence France-Presse

**SOLDE**  
**40% 50% 60%**  
sur toutes les collections de vêtements automne/hiver

dolce & gabbana  
**DOLCE & GABBANA**  
DOLCE & GABBANA UOMO

Pour Elle  
277, av. Laurier O. 270-6154  
Centre de Commerce Mondial 844-9125

Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier) 277-7558

PARTEZ SUR LES ROUTES DU QUÉBEC AVEC LE CONCOURS PASSION MAISONS

Et courez la chance d'être l'un des 5 gagnants d'un forfait hôtelier ou même le grand gagnant qui recevra 4 forfaits dans les hôtels du Groupe Dufour. Pour participer, regardez *Passion Maisons* le mardi à 20h et notez les villes où se trouvent ces maisons ancestrales.

PASSION MAISONS, mardi 20h. En rappel vendredi midi, samedi 19h et dimanche 9h.

Dufour  
LE DEVOIR  
HiSToRiA

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ No de téléphone : \_\_\_\_\_  
Année de naissance : \_\_\_\_\_ / 3 X 20 - 13 = \_\_\_\_\_  
Nommez deux lieux où se trouvent les maisons ancestrales de la série *Passion Maisons* : \_\_\_\_\_

Faites nous parvenir votre coupon à **Historia-Concours Passion maisons vous fait voyager!**  
Case postale 1087, Station H, Montréal, Québec, H3G 2N1  
Détails et règlements disponibles au [www.historiatv.com](http://www.historiatv.com). Aucun achat requis. Le concours se termine le 28 février 2005. Les participants doivent être âgés de 18 ans et plus. Valeur approximative, 1er prix : 2 000\$, prix secondaire : 500\$ chacun. Pour être déclarés gagnants, les participants devront répondre correctement à la question d'habileté mathématique. Les fac-similés entièrement faits à la main sont acceptés.

## • LE MONDE •

LIBAN

# L'opposition lance le «soulèvement pour l'indépendance»

Beyrouth — L'opposition libanaise, réunie en séance plénière, a annoncé hier soir un «soulèvement pour l'indépendance» et réclamé un «gouvernement de transition» qui assure le retrait syrien et supervise le scrutin législatif prévu au printemps.

«En réponse à la politique criminelle et terroriste des autorités libanaises et syriennes, l'opposition libanaise déclare un soulèvement démocratique et pacifique pour l'indépendance», a décidé l'opposition au cours de sa première réunion après l'assassinat, lundi, de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri.

«La formation d'un gouvernement transitoire est une nécessité nationale absolue» et sa tâche est «d'assurer un retrait immédiat et total de l'armée syrienne, en préambule à la tenue d'élections législatives libres et honnêtes», précise le texte lu à la presse par un membre du Comité de suivi de l'opposition, Samir Frangié.

## Sécurité

Le communiqué a été rendu public au domicile du député et chef druze Walid Joumblatt, principale figure de l'opposition, absent «pour des raisons de sécurité» de la réunion qui a eu lieu dans un grand hôtel proche de Beyrouth.

Les députés de l'opposition, qui occupent le tiers des 128 sièges du Parlement, ont en outre décidé de ne plus participer aux travaux ordinaires de l'Assemblée «avant la tenue d'une séance plénière destinée à débattre de la série d'assassinats», ajoute le communiqué.

Le député et ancien ministre Marwan Hamadé, très proche de M. Joumblatt, a échappé de justesse à un attentat à l'explosif perpétré en octobre dans le même secteur que celui qui a visé Rafic Hariri.

Le député et ancien ministre Bassel Flehyane a en outre été très grièvement blessé dans l'at-



SHARIF KARIM REUTERS

De nombreux Libanais sont allés se recueillir sur la tombe de l'ancien premier ministre, Rafic Hariri, assassiné lundi.

tentat contre Rafic Hariri, et se trouve hospitalisé en France.

Les membres de l'opposition ont souligné leur «refus de considérer [l'assassinat de Hariri comme] un crime comme un autre et de reprendre une vie politique normale» et décidé la «suspension de tout débat politique ou juridique avant que la vérité ne se fasse».

Ils ont également exprimé leur «attachement à une commission internationale d'enquête supervisée par les Nations unies sur l'as-

sassinat de Rafic Hariri, conformément au souhait du Conseil de sécurité de l'ONU».

Le premier ministre libanais, Omar Karamé, a qualifié de «projet de coup d'État contre le pouvoir» la déclaration de l'opposition libanaise.

## Démission

Après trois jours de deuil national, le ministre du Tourisme, Farid al Khazen, un chrétien maronite, a démissionné en raison de ce qu'il estime être l'incapaci-

té du gouvernement de «remédier à la situation dangereuse dans le pays».

«Le dialogue national ne peut se fonder sur autre chose que sur les accords de Taëf», a-t-il ajouté, en référence aux accords ayant mis fin à la guerre civile au Liban (1975-1990) et prévoyant le retrait des troupes syriennes vers la plaine de la Bekaa, dans l'est du pays.

Agence France-Presse et Reuters

## Constitution européenne

# L'Espagne ouvre la ronde des référendums

FRANÇOIS MUSSEAU

Madrid — Sous le regard de tous les Européens, les 34,6 millions d'Espagnols sont appelés ce dimanche à répondre à cette question: «Approuvez-vous le traité instituant une Constitution pour l'Europe?» Quatrième référendum organisé en Espagne depuis le retour de la démocratie (le dernier en date, en mars 1986, avait permis de justesse le maintien dans l'OTAN, avec 52,5 % de oui), cette consultation — véritable «vote-test» — a une forte charge symbolique. Elle est la première à être organisée au sein de l'Union. Trois pays (la Slovaquie, la Hongrie et la Lituanie) ont certes déjà approuvé le traité, mais par la voie parlementaire.

Même si ce référendum n'a officiellement qu'une valeur consultative, le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, s'est engagé à ne pas soumettre la question au vote des députés des Cortes si le non l'emportait.

Dans un pays «euro-enthousiaste» où 85 % de l'opinion se dit favorable à une Constitution pour l'UE, tous les sondages pronostiquent un oui ultramajoritaire, oscillant entre 50 et 80 % des votants, selon les enquêtes d'opinion. Le non est annoncé à 5,7 % (selon le Centre des investigations sociologiques, le CIS), mais les autorités espagnoles craignent une abstention forte. Les socialistes au pouvoir ont poussé la prudence jusqu'à estimer qu'un taux de participation de 40 % (soit 5 % de moins qu'aux européennes de juin 2004) serait un «chiffre satisfaisant».

Proeuropéen convaincu, Zapatero n'ignore rien du risque abstentionniste. Depuis le début février, il s'est engagé activement dans la campagne, participant à une douzaine de meetings, au cours desquels ses «alliés» sont venus lui prêter main-forte: Jacques Chirac s'était déplacé à Barcelone le 11 février, suivi, ce mercredi à Saragosse, de Gerhard Schröder qui a mar-

telé que «les Européens attendent beaucoup de l'Espagne». Pour mobiliser une opinion persuadée que le vote de dimanche est joué d'avance, le gouvernement n'a pas hésité à s'inviter un peu partout. Alors que les opposants (écologistes, nationalistes de la «Gauche unie», nationalistes basques et catalans) ne sont pas légion, le pouvoir a évité tout débat pour se concentrer sur la «chasse aux indifférents»: outre six millions d'exemplaires de la Constitution distribués à travers la presse nationale, une version simplifiée a été répartie massivement sur les gradins des stades de football. Sur les chaînes de télévision ont été diffusés en boucle des spots où des célébrités sportives (dont la star néerlandaise du foot Johann Cruyff) et des écrivains lisent cérémonieusement des articles de la Constitution. Pour toucher les jeunes, on a mis en circulation 280 000 canettes d'une boisson énergétique où, sur un fond bleu étoilé, on peut lire: «Dope-toi à l'Europe.»

Des voix se sont élevées contre cette «véritable campagne publicitaire», comme le chef de file communiste, Gaspar Llamazares, qui a dénoncé une «grande foire européenne où le traité n'a pas été sérieusement débattu». Avec le soutien, certes modéré, des conservateurs du Parti populaire (PP) (favorables au oui, ceux-ci souhaitent une abstention forte, qui discréditerait Zapatero), les socialistes n'ont eu de cesse d'associer le non au référendum à un rejet de l'Europe. Hier matin, sur les ondes de la radio SER, Zapatero assurait: «Ceux qui voteront contre cette Constitution voteront aussi contre les grandes valeurs de l'Europe: la démocratie, la paix et le multilatéralisme.» Et d'ajouter, à propos des jeunes générations: «Il y a 60 ans, elles étaient enrôlées de force dans la guerre civile; aujourd'hui, elles sont appelées à donner une chance à la paix dans le monde.»

Libération

## Portugal: des législatives promises aux socialistes

Lisbonne — Le Portugal est à la veille de l'alternance. L'opposition socialiste de José Sócrates devrait remporter haut la main les élections législatives anticipées de demain aux dépens du gouvernement de centre droit de Pedro Santana Lopes alors que le pays connaît des difficultés économiques.

Quelque 8,8 millions d'électeurs sont appelés aux urnes demain pour renouveler un Parlement unicaméral de 230 sièges pour quatre ans. Quatre sondages publiés hier accordaient une avance de 10 à 15 points au Parti socialiste de M. Sócrates, un ancien ministre de l'Environnement âgé de 47 ans, sauf coup de théâtre, devrait être le prochain premier ministre du pays.

Le PS est crédité d'environ 45 % des voix tandis que le Parti social-démocrate (PSD, centre droit) au pouvoir, qui a remporté les dernières élections en 2002, devrait recueillir autour de 30 %. Trois autres formations, le Parti populaire (droite), le Parti communiste et le Bloc

de gauche (extrême gauche), obtiendraient chacune autour de 7 %.

Agé de 48 ans, Pedro Santana Lopes a remplacé José Manuel Durão Barroso à la tête du gouvernement l'an dernier, après que ce dernier eut été désigné président de la Commission européenne. Mais une série de maladroites commissions par M. Santana Lopes ont conduit le président Jorge Sampaio, un socialiste, à dissoudre le Parlement et à convoquer des législatives anticipées.

Le PS et le PSD soutiennent l'adoption de la Constitution européenne. Le principal contentieux entre les deux partis en politique étrangère concerne l'Irak, mais la question n'est pas un véritable enjeu du scrutin. Les socialistes ont dénoncé la décision du gouvernement sortant de soutenir l'invasion de l'Irak et l'envoi de policiers portugais dans le pays, contingent qui est rentré au pays la semaine dernière.

Associated Press

## Togo: élection d'ici deux mois

Lome — Le président investi du Togo, Faure Gnassingbé, a annoncé hier soir qu'une élection présidentielle sera organisée dans son pays d'ici 60 jours, au cours d'une déclaration diffusée par la télévision et la radio nationales.

«J'ai décidé dans l'intérêt supérieur de la nation de poursuivre le processus de transition conformément à la Constitution de 1992 amendée en décembre 2002 et d'organiser l'élection présidentielle dans les délais constitutionnels de 60 jours», a déclaré le fils du président défunt Gnassingbé Eyadéma.

«Nous souhaitons vivement que la CEDEAO [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest] nous accompagne dans ce processus électoral», a-t-il ajouté.

L'installation de Faure Gnassingbé à la tête de l'État togolais par l'armée immédiatement après le décès de son père avait provoqué de fortes critiques à l'étranger et la CEDEAO avait entamé une médiation pour le rétablissement de la légalité constitutionnelle au Togo.

La Constitution togolaise prévoit, en cas de décès du chef de l'État, un intérim du président de l'Assemblée nationale et l'organisation d'une élection présidentielle dans les 60 jours.

Agence France-Presse

## Réforme du régime de retraite en Grande-Bretagne

# Le secteur public manifeste sa colère

DEBORAH HAYNES

Londres — Des milliers d'enseignants, d'infirmeries et de fonctionnaires manifestaient hier en Grande-Bretagne contre la réforme de la retraite dans le secteur public, qui prévoit notamment de relever l'âge de leur retraite de 60 à 65 ans.

Accusant le premier ministre Tony Blair de consacrer davantage de fonds publics à la guerre en Irak qu'à leur retraite, les employés du secteur public ont tenu de petites manifestations dans tout le pays, notamment à Londres, Birmingham (centre), Brighton (sud), Edimbourg et Glasgow (Écosse).

«Les employés du secteur public sont très, très en colère. Je ne les avais encore jamais vus comme ça jusqu'à maintenant», a déclaré Dave Prentis, secrétaire général du syndicat le plus représenté dans l'administration territoriale, Unison.

«Ils fournissent des services essentiels dans nos hôpitaux, nos écoles, nos services de traitement des déchets», a-t-il déclaré à l'AFP devant le parlement britannique, où un groupe de manifestants venait de lâcher des ballons rouges en forme de cœur et décorés du slogan «Protégez nos retraites».

«Ils n'ont jamais eu de gros salaires, mais ils ont toujours pensé qu'ils toucheraient une retraite décente», a-t-il ajouté.

Les syndicats dénoncent le projet du gouvernement de faire passer l'âge de la retraite de 60 à 65 ans pour les fonctionnaires et menacent de lancer des mouvements de grève à l'issue de cette journée nationale d'action.

Unison a ainsi lancé un préavis de grève pour le 23 mars et indiqué qu'il allait consulter ses 800 000 adhérents d'ici le 9 mars. Une grève très suivie ce jour-là montrerait la véritable mobilisation du secteur public dans un pays où les manifestations ne représentent pas une forme de protestation très prisée.

Le gouvernement veut relever l'âge de la retraite pour réduire le coût de la retraite des fonctionnaires, actuellement évalué à 600 millions

de livres (871 millions d'euros).

Cette réforme, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril prochain pour les fonctionnaires et en avril 2006 pour les enseignants et le personnel médical, doit également réduire de 30 % le montant de la retraite des employés du secteur public, selon Dave Prentis.

«Cela fait 30 ans que je travaille pour les employés du secteur public, et c'est la crise la plus sérieuse que j'ai vue», a poursuivi le syndicaliste.

Les manifestants réunis devant le parlement avaient traversé Londres dans un autobus rouge à étage, décoré de banderoles dénonçant la réforme et équipé d'un porte-voix. D'autres rassemblements avaient été organisés dans la capitale britannique.

«Vous nous dites qu'il n'y a pas d'argent pour nos retraites mais vous dépensez six milliards pour lâcher des bombes sur le peuple irakien», criait un manifestant à l'adresse de Tony Blair.

«Nous, nous disons que s'il y a de l'argent pour la guerre, il y a de l'argent pour ceux qui fournissent des services à ce pays», a-t-il ajouté sous les applaudissements de ses collègues.

Brendan Barber, secrétaire général du TUC, a estimé qu'il serait physiquement impossible à certaines personnes d'occuper certaines fonctions, notamment manuelles, cinq ans de plus.

Ceux qui soutiennent la réforme soulignent que les retraites du secteur public représentent une charge trop lourde pour les contribuables.

Pour Bill Midgley, président de la Chambre de commerce britannique, «le gouvernement a tout à fait raison de relever l'âge de la retraite dans le secteur public de 60 à 65 ans».

«Sans cette décision, le coût de la retraite augmenterait encore davantage, ce qui exercerait une pression encore plus forte sur le secteur privé, sur lequel repose son financement», a-t-il ajouté. Et les employés du secteur public se retrouveront à égalité avec ceux du secteur privé.»

Agence France-Presse

## On ferme Vêtements pour enfants

(dont vêtements de ski Couloir, taille 10 à 16 ans)

et toujours meubles, literie, jouets et plus...

**Jeunes d'ici**  
vêtements et meubles pour enfants

134 Laurier ouest, Montréal  
514-270-5512

Ouvert du lundi au dimanche inclusivement

Meubles  
**Hochelaga**.com

Depuis 30 ans, un nom sans prétention.



Collection  
Nouvelle France  
Meubles au rabot,  
finition hasseine

Meubles sur mesure  
Reproduction de meubles d'époque.

8729, Hochelaga (5 min. à l'est de Louis-H. Lafontaine)  
514-354-1030 • SANS FRAIS: 1.800.357.1030 • COURRIEL: info@meubleshochelaga.com  
Ouvert 7 jours - financement disponible

## • LES ACTUALITÉS •

SCHIZOPHRÉNIE

### Serions-nous tous un peu fous?

Plusieurs personnes dites normales éprouvent plusieurs symptômes psychotiques

PAULINE GRAVEL

Entendre des voix, avoir l'impression qu'un complot se tramait contre soi, avoir le sentiment de communiquer par télépathie avec d'autres personnes sont autant d'hallucinations qui ne sont pas l'apanage des schizophrènes mais qui sont vécues par une proportion importante de la population dite normale. Chez les individus atteints de schizophrénie, ces expériences seraient simplement plus fréquentes et plus angoissantes, au point d'entraver leur fonctionnement. Nous serions donc tous un peu fous...

Dans le cadre d'une journée scientifique sur la schizophrénie organisée la semaine dernière par la chaire Eli Lilly Canada de recherche en schizophrénie de l'Université de Montréal, le professeur Hélène Verdoux, de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) et de l'Université de Bordeaux, a fait part de cette observation qu'elle a effectuée à partir d'un vaste sondage mené selon les règles de l'art au sein de la population bordelaise.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, près de 15 % des répondants — qui a priori n'avaient pas de troubles psychotiques — ont avoué avoir des hallucinations auditives. Plus de 40 % ont affirmé communiquer par télépathie avec d'autres personnes. Nombreux aussi étaient ceux qui se sentaient persécutés, ayant l'impression d'être poursuivis ou qu'un complot était dirigé contre eux. Autant de symptômes propres aux individus atteints de troubles psychotiques, qui ne comptent pourtant que pour 1 % de la population.

Ces réponses surprenantes incitent à considérer sous un tout autre angle les personnes souffrant de troubles psychotiques, lesquelles sont trop souvent étiquetées comme étant très différentes des personnes saines et qui, de ce fait, sont fortement stigmatisées, souligne la chercheuse. «Il est important de réaliser que beaucoup d'individus dans la population générale peuvent avoir les mêmes expériences que les personnes souffrant de troubles psychotiques, qu'on a tendance à considérer vraiment très à part. Ces dernières ne sont pas forcément complètement différentes. Il s'agit plutôt de différences quantitatives que qualitatives», précise-t-elle.

Ces expériences ne sont pas nécessairement des signes pathologiques mais sont des manifestations fréquentes du psychisme humain. «Ce sont des idées que bon nombre d'entre nous peuvent avoir. [...] Tout le monde peut présenter à certains moments des symptômes de la dépression, tels que de l'anxiété et de la tristesse, sans qu'il s'agisse d'une pathologie qui nécessite un traitement. Or le

même raisonnement peut s'appliquer pour les symptômes psychotiques», fait-elle remarquer.

«Ces résultats laissent à penser que la schizophrénie n'est peut-être pas une rupture mais plutôt l'accentuation de quelque chose qui existe déjà dans la population normale, puisque plusieurs symptômes psychotiques sont partagés», ajoute à son tour le titulaire de la chaire, Emmanuel Stip, professeur au département de psychiatrie de l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche Fernand-Seguin de l'hôpital Louis-H. Lafontaine.

Les personnes saines qui éprouvent ce type d'hallucinations seraient-elles plus susceptibles de souffrir de schizophrénie? «C'est une histoire de degré», explique Hélène Verdoux. «On peut penser que nous sommes tous plus ou moins vulnérables. Et que, sur une échelle, les personnes qui vivent très fréquemment ce type d'expériences seraient plus à risque de souffrir de la maladie.» La raison pour laquelle cette vulnérabilité est plus ou moins intense selon les personnes demeure toutefois encore une énigme.

Les personnes normales qui ont fréquemment ce genre d'hallucinations auraient-elles une prédisposition génétique à la maladie? «C'est une des questions qu'on se pose. Mais à vrai dire nous n'en savons rien», répond prudemment la chercheuse.

Ces résultats ont par ailleurs un grand intérêt dans le domaine de la prévention. «Quand on voudra faire de la prévention, il faudra avoir en tête qu'il y a beaucoup de

gens qui peuvent avoir ce genre d'expériences, en particulier des adolescents et des adultes jeunes, chez lesquels ces signes d'allure psychotique se manifestent plus fréquemment, et que la plupart d'entre eux n'évolueront pas forcément vers une maladie psychiatrique nécessitant des soins. Ce n'est pas parce que quelqu'un a des symptômes psychotiques transitoires qu'il doit être mis sous traitement. Il faudra toutefois le surveiller en raison de la présence d'une vulnérabilité importante», prévient Mme Verdoux.

Une autre étude rendue publique au cours de cette même journée scientifique a permis de confirmer, grâce aux techniques d'imagerie cérébrale, en l'occurrence un appareil de résonance magnétique fonctionnelle, que, chez les personnes qui avaient des hallucinations verbales, le nerf auditif primaire s'activait alors que cette même région demeurait muette chez les individus qui n'hallucinaient pas. «Ce qui veut donc dire que, lorsqu'un schizophrène affirme qu'il entend des voix, c'est vrai», souligne le psychiatre Emmanuel Stip. Son centre auditif est en action au même titre que s'il entendait [réellement] quelque chose.»

Le Devoir

Ancienne usine Grover

## Montréal va accélérer l'étude du dossier d'achat par les locataires

JEANNE CORRIVEAU

La Ville de Montréal a accepté d'accélérer le processus d'analyse du dossier de l'ex-usine Grover. Grâce à cette mesure d'exception, les locataires sauront dans deux semaines s'ils peuvent espérer obtenir une aide financière de la Ville et du ministère de la Culture afin d'acquérir l'immeuble.

La responsable de la culture et du patrimoine au comité exécutif, Francine Sénécal, a demandé hier aux fonctionnaires qui gèrent le programme de soutien aux équipements culturels de lui soumettre, d'ici deux semaines, une recommandation quant à la possibilité d'accorder une aide financière aux locataires de l'ex-usine Grover pour l'achat de l'édifice de la rue Parthenais. Financé à parts égales par Québec et la Ville de Montréal, ce programme dispose d'un budget annuel de dix millions de dollars. Cette décision survient au lendemain de l'annonce par le promoteur qu'un délai d'un mois serait accordé aux locataires pour leur permettre de présenter un montage financier.

Rappelons qu'il y a plus d'un an, le Groupe Mach et la firme Dessau-Soprin avaient déposé une offre d'achat pour l'édifice de l'ex-usine Grover dans le but de transformer l'immeuble en condos. Craignant l'expulsion, les locataires, principalement des artistes et des entreprises culturelles, ont entrepris l'automne dernier une série de démarches dans le but d'acquérir l'immeuble. En décembre, le promoteur a consenti à céder ses droits sur son offre d'achat afin de laisser le temps au regroupement d'artistes de trouver les fonds nécessaires au dépôt d'une mise de fonds de 2,5 millions. Les élus de l'arrondissement de Ville-Marie ont proposé de se porter acquéreurs de 15 % de l'édifice pour y loger des entreprises théâtrales à condition d'obtenir un financement de la ville centrale. Mais le temps pressait



JACQUES GRENIER, ARCHIVES LE DEVOIR

Les locataires de l'ex-usine Grover ont besoin de l'aide financière de la municipalité pour acquérir l'immeuble.

puisque le groupe de locataires avait jusqu'au 19 février pour soumettre son plan de financement, après quoi le promoteur reprenait ses droits sur son projet d'achat. Les locataires n'y sont pas parvenus et ont lancé un appel pressant à la Ville pour qu'elle accélère l'analyse de leur dossier.

Comme l'indiquait *Le Devoir*

dans son édition d'hier, le promoteur a accepté jeudi d'accorder à la coalition «Sauvons l'usine» un délai supplémentaire d'un mois. Avec l'annonce faite par Francine Sénécal, les locataires respirent plus librement. Mme Sénécal prévient toutefois la coalition que la partie n'est pas gagnée car le projet est ambitieux, le montant de la

transaction s'élevant à plus de sept millions de dollars. «On a une orientation très claire à la direction de la culture de la Ville de Montréal, c'est de ne pas mettre les organismes culturels en difficulté financière», a expliqué Mme Sénécal. «Si on offre une aide ponctuelle mais que, par la suite, l'organisme et les artistes ne sont pas en mesure de maintenir et d'assurer les frais récurrents, on n'a pas aidé le milieu culturel. Et on a suffisamment d'exemples en ce moment avec le Rideau Vert et les groupes de danse pour nous amener à être très prudents à cet égard.»

Et qu'arrivera-t-il si, dans deux semaines, les fonctionnaires concluent que le projet de la coalition ne peut pas être financé par ce programme? «La Ville n'a pas d'autres budgets disponibles pour des projets de ce type-là», a tranché Mme Sénécal. «Mais à ce moment-ci, je préfère laisser l'analyse se poursuivre et voir ce que pourront nous dire les fonctionnaires de la Ville et du ministère de la Culture», a-t-elle dit en précisant que des compromis devront probablement être faits par les parties en présence dans le dossier.

Emmanuel Séguin, porte-parole de la coalition, est heureux de l'annonce faite hier par la Ville, mais il reconnaît qu'une réponse négative de la part de la Ville et du ministère de la Culture hypothéquerait sérieusement les chances de la coalition de trouver du financement ailleurs. «Si le dossier de la Ville ne débloquera pas, c'est clair que le reste ne débloquera pas», a-t-il avoué.

Construite en 1923 pour loger la compagnie Knit-to-Fit, l'usine Grover de la rue Parthenais avait dû fermer ses portes en 1993, victime de la concurrence internationale dans l'industrie du vêtement. Aujourd'hui, l'édifice abrite 66 ateliers d'artistes et d'artisans, 32 locaux occupés par des bureaux et quatre commerces. 41 locaux servent de lieux d'entreposage.

Le Devoir

## SÉGUIN

SUITE DE LA PAGE 1

populaires du cabinet Charest.

«Certains m'ont peut-être fait le reproche d'avoir une orientation trop sociale», a dit M. Séguin. Mais quand on fait le budget du Québec, les orientations ne sont ni trop économiques ni trop sociales, a-t-il dit: il y a que 80 % de la population gagne 30 000 \$ ou moins.

«C'est à eux qu'il faut penser.» Son successeur, Michel Audet, cet ancien sous-ministre des Finances devenu président de la Chambre de commerce du Québec, n'a pas caché ses couleurs quand on lui a demandé s'il était plus à droite que son prédécesseur. «Je suis pour que la population ait plus d'emplois et que l'économie se porte mieux», a-t-il résumé après le remaniement. M. Audet est l'un des ministres les moins connus du cabinet Charest, selon les sondages.

Commentant le départ de M. Séguin du conseil des ministres, Jean Charest a déclaré que «le gouvernement, c'est beaucoup une affaire d'équipe, ce n'est pas une affaire d'une seule personne.»

Le nouveau ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Claude

Béchar, a été cinglant hier à l'endroit de l'ex-ministre. Yves Séguin «n'est pas un joueur d'équipe», il pensait d'abord à lui plutôt qu'à ses collègues, on pouvait mettre en question sa loyauté. «Il n'y a personne qui est plus gros que le Parti libéral du Québec, il n'y a personne qui est plus gros que le gouvernement», a posé comme principe M. Béchar.

Or cette conception est aux antipodes des valeurs qui animent Yves Séguin. «Dans un gouvernement, on ne travaille pas pour un parti, on ne travaille pas pour un premier ministre, on travaille pour l'intérêt public et on travaille pour la population», a-t-il dit hier. S'il avait à choisir entre une orientation gouvernementale et ce qu'il estime être l'intérêt public, il n'hésiterait pas, a-t-il ajouté.

L'entourage du premier ministre, au premier chef son directeur de cabinet, Stéphane Bertrand, ne supportait plus les façons d'Yves Séguin. «Tout est compliqué pour Yves Séguin, c'est dans sa personnalité», disait-on hier. C'était comme si être ministre des Finances, ce n'était pas assez important pour lui. Il voulait se mêler de tout. On lui reproche d'avoir retardé la signature du dé-

cret autorisant la subvention à Ubisoft, d'avoir entravé la négociation sur le financement des infrastructures avec le gouvernement fédéral, d'avoir fait à sa tête dans le dossier des hippodromes. Alors qu'il n'a rien dit pendant un an au sujet de la décision de réduire de 103 millions les bourses aux étudiants, il sort au caucus libéral de Montebello, après une manifestation violente, pour dire qu'il pourrait régler ça facilement à l'occasion du prochain budget. Bref, la liste des récriminations du cabinet de M. Charest est longue.

Hier, Yves Séguin a pris ces «critiques faciles» avec hauteur. «Si des gens s'adonnent à dénigrer une personne qui a simplement été invitée à une fonction et qui a préféré ne pas l'accepter, je leur laisse ce genre d'attitude, ce genre de bassesse, a-t-il répliqué. Personne ne me doit rien et, surtout, je ne dois rien à personne.»

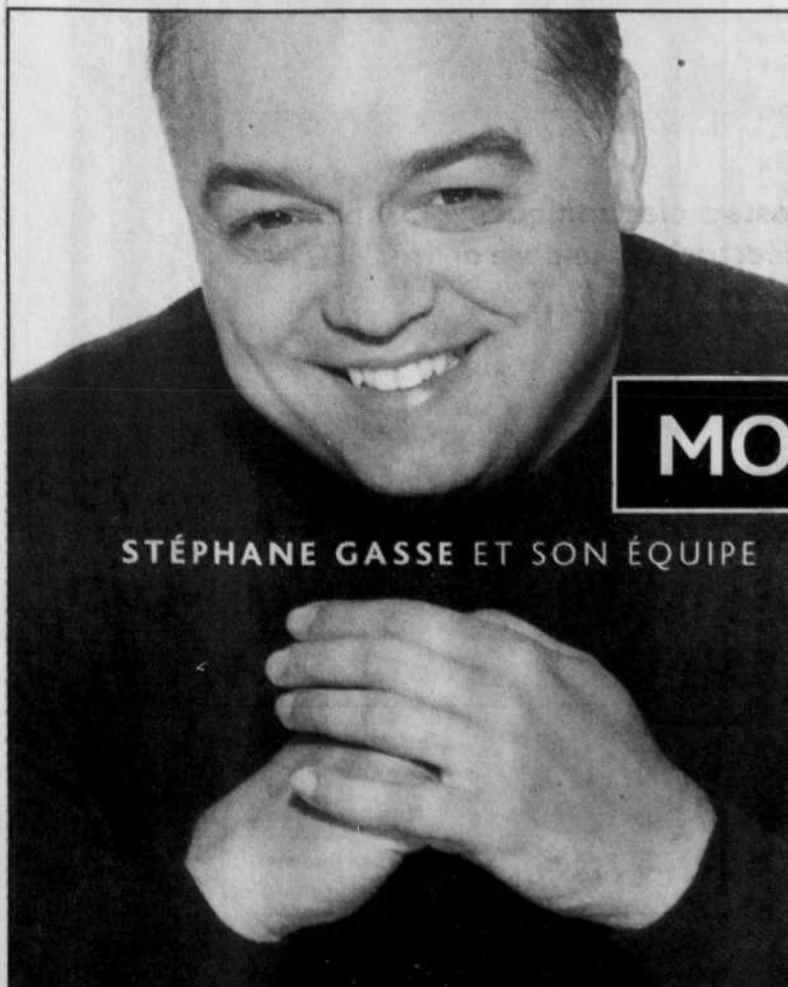
Pour le moment, M. Séguin demeure donc député libéral d'Outremont. «Je vais quitter le caucus si mes collègues formulent des critiques à mon égard qu'ils n'ont jamais faites avant», a-t-il toutefois prévenu.

Yves Séguin dit croire encore à la fédération canadienne, à un fé-

déralisme moderne, décentralisé, qui est loin de la réalité actuelle. Le Québec arrive à un moment très important de son histoire, a-t-il signalé. Le gouvernement du Québec doit réclamer que «l'injustice» commise par le gouvernement fédéral, qui a retranché 2,5 milliards aux versements de la péroration, soit corrigée, a-t-il rappelé. Or, aux yeux du cabinet du premier ministre, les relations qu'a entretenues M. Séguin avec Ottawa n'ont pas été bonnes.

Yves Séguin n'écarter pas d'emblée l'idée de sauter de l'autre côté de la Chambre pour rejoindre les péquistes. «C'est une question prématurée», a-t-il dit. Il croit toujours à un fédéralisme moderne mais, quand on lui demande ce qu'il ferait si cette avenue était bouchée, il cite Robert Bourassa presque littéralement: «Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le Québec est et sera toujours une société distincte libre de ses choix et capable de son développement.» Robert Bourassa a prononcé ces paroles après l'échec de l'accord du lac Meech, alors que le premier ministre libéral laissait courir le bruit qu'il pourrait opter pour la souveraineté.

Le Devoir



# MON POINT DE VUE, MA RADIO (AM)

STÉPHANE GASSE ET SON ÉQUIPE

TIENNENT TOUJOURS PAROLE à « Québec ce matin » en semaine dès 6 h

## CHRC 80

RADIOMÉDIA

MYRIAM SÉGAL 6 H 50

DOC MAILLOUX 7 H 35

RAY CLOUTIER 7 H 50

MARTIN POULIOT 8 H 50

## • LES ACTUALITÉS •



LE DEVOIR  
La réaction d'Yves Séguin a été impeccable hier. Une tristesse compréhensible, mais aucune manifestation d'amertume.

### USAGE

SUITE DE LA PAGE 1

pas moins une décision très lourde de conséquences.

Il faut reconnaître que le nouveau cabinet traduit beaucoup mieux la vision conservatrice de M. Charest. En un sens, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a eu raison de parler d'un changement d'ordre cosmétique. En excluant M. Séguin, qui a de véritables préoccupations sociales, le premier ministre a débarrassé le gouvernement de son maquillage progressiste.

M. Séguin n'a rien d'un idéologue néolibéral. Dès le départ, la «réingénierie» lui a inspiré le plus grand scepticisme. Il était également opposé aux modifications apportées au Code du travail pour faciliter la sous-traitance.

Dès septembre 2002, alors qu'il n'était pas encore question de porter les couleurs du PLQ, il avait émis les plus grandes réserves à propos du cadre financier dans lequel M. Charest entendait inscrire l'action de son gouvernement. Il avait déclaré publiquement que des baisses d'impôt de un milliard par année lui paraissaient irréalistes. Qu'il s'y oppose une fois rendu aux Finances n'aurait dû surprendre personne. Le plus étonnant est plutôt de l'y avoir nommé.

Il était manifeste que M. Séguin vivait de plus en plus mal avec la contradiction entre les conclusions de son rapport sur le déséquilibre fiscal et la réalité du fédéralisme canadien. Sa sortie spectaculaire contre le Dracula fédéral, en octobre dernier, était simplement une façon plus imagée de présenter les choses.

Son degré de tolérance envers les empiétements d'Ottawa était infiniment moindre que celui de son chef. Aux yeux de l'actuel premier ministre, dont l'attachement au Canada est une question de va-

leurs, il est clair que rien ne saurait justifier la rupture du lien fédéral. M. Séguin présentait plutôt le Québec comme un actionnaire de la fédération, et il trouvait le rendement sur l'investissement nettement insuffisant. Un jour ou l'autre, il risquait d'en arriver à la conclusion que le temps était venu de liquider les actions.

On n'en est pas encore là. M. Séguin a indiqué qu'il entendait demeurer député d'Outremont et membre du caucus libéral «pour le moment». M. Charest aurait certainement préféré le voir quitter la politique, mais il veut «rester dans la discussion» en attendant de voir ce que la conjoncture lui réserve.

Sa réaction a été impeccable hier. Une tristesse compréhensible, mais aucune manifestation d'amertume. Les Québécois aiment les politiciens qui «écoutent leur cœur». Il risque toutefois de trouver le temps bien long à Québec. Il trouvera peut-être en Pierre Paradis un compagnon d'infortune, mais ses autres collègues ne lui témoigneront pas une amitié excessive.

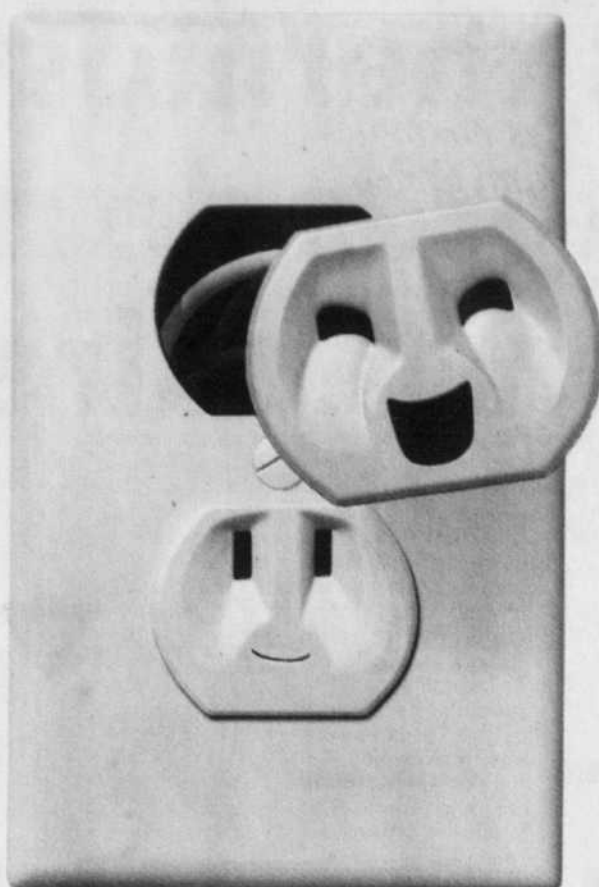
Après l'avoir nommé à la présidence de la Commission sur le déséquilibre fiscal, Bernard Landry avait vainement tenté de l'amener au PQ. Depuis, le contact entre les deux hommes n'a jamais été rompu. De là à imaginer que M. Séguin «traverse la Chambre», il y a cependant une marge. D'ailleurs, le caucus péquiste a déjà son lot de loose cannons.

Ces réserves ne sont peut-être pas insurmontables. Hier, Bernard Landry n'avait que du bien à dire de l'ex-ministre des Finances. Malgré ses défauts, un homme aussi populaire auprès de gens souvent allergiques au PQ n'aurait pas de prix dans une campagne référendaire.

mdavid@ledevoir.com



MIEUX  
CONSOMMER



## Tempérez vos thermostats!

Profitez de cette offre pour vous procurer des thermostats électroniques. Plus précis, ils éliminent les écarts de température et vous assurent plus de confort, tout en vous faisant économiser jusqu'à 10% sur vos frais de chauffage.

## Économisez jusqu'à 130 \$

Maximum par maison unifamiliale, condo ou établissement commercial.

par remise postale

Communiquez avec votre maître électricien pour connaître les remboursements applicables aux duplex, aux triplex et aux immeubles à logements multiples. Si vous achetez chez un détaillant, n'oubliez pas de conserver vos codes à barres (CUP) originaux.

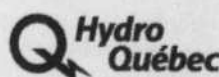


MIEUX  
CONSOMMER

ACHAT

Achetez cinq thermostats électroniques\* pour plinthes électriques chez un détaillant ou auprès d'un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 \$ par la poste.

Obtenez un remboursement additionnel de 10 \$ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats achetés.



MIEUX  
CONSOMMER

INSTALLATION

Faites installer cinq thermostats électroniques\* pour plinthes électriques par un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 \$ par la poste.

Obtenez un remboursement additionnel de 10 \$ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats installés.



\*Thermostats programmables ou non programmables. Les convecteurs avec thermostat intégré sont également admissibles. Voir les autres modalités au verso.



LINEN CHEST

Présente

L'événement de l'année  
pour les futurs mariés

Découvrez les tendances  
en mode maison et en mariage  
tout en dégustant hors-d'oeuvres,  
vins et fromages

Plus de 5 000 \$ en prix de présence

EXPERTS EN MARIAGE • SÉMINAIRE  
DÉMONSTRATION

ARTICLES DE MAISON • PORCELAINE  
CRISTAL • DRAPERIES • LITERIE • MATELAS

TOUT POUR LA MARIÉE AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Mardi, 22 février 2005  
de 10 h 00 à 21 h 00

514.341.7077 #234 • Centre Rockland Centre : 514.341.7810  
Entrée Linen Chest, stationnement P5

En collaboration avec

MARIAGE WEDDINGBELLS

POUR PLUS D'INFORMATION ET INVITATION : WWW.LINENCHEST.COM

## LES ACTUALITÉS

## DISCIPLINE

SUIITE DE LA PAGE 1

passer des Finances à la Justice. Six députés passent des banquettes arrière au fauteuil de ministre.

Homme de confiance de Jean Charest, Jacques Dupuis devient le numéro deux du gouvernement. L'ancien procureur de la Couronne accède au poste prestigieux et influent de vice-premier ministre et deviendra ainsi une personnalité incontournable. Il faut s'attendre à ce que Jean Charest se présente moins sous le feu des projecteurs au cours des prochains mois et laisse monter au front son nouveau numéro deux. L'ex-vice-première ministre, Monique Gagnon-Tremblay, qui demeure aux Relations internationales, avait un rôle beaucoup plus effacé. S'il passe de la Justice à la Sécurité publique, Jacques Dupuis conserve ses responsabilités de leader parlementaire, ce qui confirme sa place comme homme fort du gouvernement.

Jacques Dupuis est également nommé vice-président du tout nouveau — et tout-puissant — comité des priorités présidé par Jean Charest. Alors que son gouvernement est critiqué pour son manque de vision, le premier ministre se dote d'un comité que d'autres gouvernements avant lui avaient mis en place pour assurer la cohésion de leur action. «Un comité des priorités, ça va nous permettre, en amont, de faire une évaluation des priorités du gouvernement et de le faire de façon plus efficace. C'est une leçon que je retiens, si vous voulez, des 22 premiers mois de la vie du gouvernement», a expliqué le premier ministre. Jean Charest tente ainsi de répondre aux reproches qui lui sont faits, même au sein de son propre caucus, concernant sa tendance à prendre des décisions en vase clos, en compagnie de conseillers non élus. Sept autres ministres sont membres du comité, dont la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget.

«Un gouvernement a besoin que ses priorités soient claires, qu'elles soient bien comprises par la population et que chacun des membres du gouvernement, une fois que la décision est prise, y adhère complètement et se fasse le propagateur de ces priorités-là», a affirmé Jacques Dupuis.

Autre membre de ce comité des priorités, Jean-Marc Fournier obtient une promotion en devenant ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Comme ministre des Affaires municipales, il a réussi à se sortir de l'épineux dossier des défusions municipales sans trop de dommages. Un autre défi attend M. Fournier, puisqu'il aura maintenant le lourd mandat de renouer le dialogue avec les étudiants qui, un an après les compressions de 103 millions de dollars au régime de prêts et bourses, ne décolèrent pas.

Après un mandat passablement difficile, Pierre Reid est rétrogradé et se retrouve à un tout nouveau poste, de moindre envergure, celui de ministre des Services gouvernementaux. L'ancien recteur de l'Université de Sherbrooke se chargera de la concrétisation du programme Gouvernement en ligne et dirigera les destinées de Services Québec, le nouveau guichet unique de services aux citoyens qui a été créé récemment par le gouvernement Charest.

Michel Audet devient le grand argentier du gouvernement. Le nouveau ministre des Finances a refusé de dire, hier, s'il pourra respecter l'engagement du PLQ de baisser les impôts de tous les contribuables de un milliard de dollars cette année, rappelant l'état précaire des finances publiques. Il s'est contenté de préciser que son objectif est «de faire en sorte que le fardeau fiscal des Québécois se rapproche davantage de la moyenne canadienne».

Claude Béchard, 35 ans, remplace Michel Audet au Développement économique. Michelle Courchesne doit renoncer une fois de plus au poste de ministre de la Culture qu'elle convoitait tant. Elle prend le relais de Claude Béchard comme ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Autre promotion importante, Carole Thériault passe de ministre déléguée à ministre en titre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.

Nathalie Normandeau prend

du galon. Jusqu'alors ministre déléguée au Développement régional, elle devient la nouvelle ministre des Affaires municipales et des Régions. Pour la première fois depuis longtemps, ces deux responsabilités sont confiées à un seul ministre plutôt que deux. L'ancienne mairesse de Maria, en Gaspésie, aura le mandat de réaliser la décentralisation promise par le Parti libéral.

## D'autres changements importants

Jacques Chagnon et Sam Hamad perdent leur portefeuille ministériel et leur limousine. Le premier, à la Sécurité publique, a connu de sérieuses difficultés à gérer la crise à Kanesatake et a eu des déclarations controversées au sujet des autochtones. Le second, aux Ressources naturelles, a semé la controverse dans le dossier de la centrale au gaz thermique du Suroît. C'est Pierre Corbeil, jusqu'alors ministre délégué à la Forêt, qui obtient la responsabilité des Ressources naturelles.

La crise de la vache folle et la grogne persistante des agriculteurs ont donné du fil à retordre à Françoise Gauthier, qui s'est montrée incapable de corriger le tir. Jean Charest a décidé de lui retirer le poste de ministre de l'Agriculture et de la nommer ministre du Tourisme.

Jean Charest désigne le vétéran libéral Yvon Vallières ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Ce député représente la circonscription de Richmond depuis un quart de siècle. L'intention du premier ministre est claire: recruter des ministres parmi les députés ayant un fort enracinement parmi la base militante du Parti libéral. C'est que, au cours des derniers mois, la grogne a monté au sein du caucus des députés, qui déplorait l'absence de consultation sur des dossiers comme le nouveau CHUM, par exemple. Jean Charest s'est d'ailleurs engagé à «renforcer les mécanismes internes de consultation et d'information du conseil des ministres et du caucus des députés».

Cinq autres députés ont accédé au saint des saints. La députée d'Anjou, Lise Thériault, est promue au grade de ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. Geoffrey Kelley (Jacques-Cartier) devra quant à lui rétablir des relations harmonieuses avec les Premières Nations à titre de ministre délégué aux Affaires autochtones, un dossier qu'il connaît bien. Benoît Pelletier n'a donc plus cette responsabilité. Il conserve les Affaires intergouvernementales et hérite de la Réforme des institutions démocratiques. Un vétéran, le député de Verdun, Henri-François Gauthier, est nommé ministre délégué au Gouvernement en ligne. Il sera sous la responsabilité de Pierre Reid. Margaret Delisle, de la circonscription de Jean-Talon à Québec, obtient aussi un nouveau poste créé par Jean Charest, celui de ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation.

Le député de Frontenac, Laurent Lessard, devient ministre du Travail. L'ancien titulaire de la fonction, Michel Després, passe aux Transports et obtient le poste de ministre responsable de la Capitale nationale laissé vacant par le départ de Sam Hamad. Et, surprise, Yvon Marcoux se retrouve à la Justice.

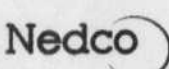
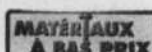
Norman MacMillan, qui était président du caucus, change de fonction pour devenir whip en chef du gouvernement. C'est le député d'Argenteuil, David Whisell, qui préside désormais le caucus des députés.

Philippe Couillard (Santé et Services sociaux), Lawrence Bergman (Revenu) et Line Beauchamp (Culture et Communications) restent tous en poste. Julie Boulet, ministre déléguée aux Transports, est épargnée. L'appelation du ministère de l'Environnement change pour celle de ministère du Développement durable, mais Thomas Mulcair en demeure le patron.

Le conseil des ministres prend un peu de poids, avec 27 membres au lieu de 25, le premier ministre y compris. Le nombre de femmes augmente et passe à 10 membres.

Le Devoir

# Procurez-vous vos thermostats auprès de nos partenaires



La corporation des maîtres électriciens du Québec  
www.cmeq.org

**Modalités :** Remplissez ce ou ces bons et envoyez-les par la poste avec une copie de la facture et les codes à barres (CUP) originaux aux **Promotions Redemco inc.**, à l'adresse ci-dessous. Si vous achetez vos thermostats auprès d'un maître électricien, assurez-vous que son numéro de licence ainsi que la marque, le numéro du modèle et le prix des thermostats sont indiqués sur la facture. Dans le cas d'un immeuble à logements multiples, vous devez également préciser le nombre de logements dans lesquels les thermostats ont été installés. Seuls les bons lisibles et dûment remplis seront acceptés. Veuillez prévoir de six à huit semaines pour la réception de la remise postale. L'achat et (ou) l'installation doivent être effectués entre le 1<sup>er</sup> février 2004 et le 31 décembre 2005. Les demandes de remboursement doivent être postées dans les deux mois suivant l'achat ou l'installation. Hydro-Québec n'est pas responsable des bons perdus, mal acheminés, illisibles ou incomplets. Cette offre de remise postale est soumise à toutes les lois fédérales et provinciales ainsi qu'à tous les règlements municipaux applicables. Toute soumission frauduleuse est passible de poursuite judiciaire. Cette promotion peut être modifiée sans préavis. Offre valide au Québec seulement. La Loi sur le bâtiment exige que l'installation des thermostats soit réalisée par un membre accrédité de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ). Vous pouvez consulter le répertoire des membres de la CMEQ à l'adresse suivante : [www.cmeq.org/repertoire\\_me/index.asp](http://www.cmeq.org/repertoire_me/index.asp).

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9  
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance: Français  Anglais

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ App.: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

Propriétaire  Locataire

## Type de bâtiment :

Commerce  Duplex  Copropriété

Unifamilial  Triplex  Logements multiples

Immeuble à logements multiples: N° de logements visés \_\_\_\_\_

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9  
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance: Français  Anglais

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ App.: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

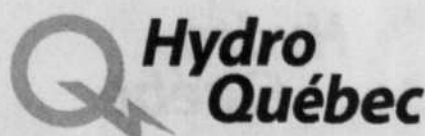
Propriétaire  Locataire

## Type de bâtiment :

Commerce  Duplex  Copropriété

Unifamilial  Triplex  Logements multiples

Immeuble à logements multiples: N° de logements visés \_\_\_\_\_



## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

*Le Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebec World, 36 Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.